



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« Dans toute société, le pauvre doit manifester beaucoup d'humilité et exhiber des preuves convaincantes de sa condition malheureuse pour ne pas être soupçonné d'être un mauvais "pauvre". »

Robert Castel

N° 1701

du 28 mars 3 avril 2013

cache-cash

Un passe-temps de riche



● Lettres : les précaires du livre

● Chypre : la combinaison du coffre

page 5

page 10

M 02137 - 1701 - F: 2,50 €



LE PROGRES A L'ENVERS

PAGE 12



TOUS CEUX QUI DE PRÈS OU DE LOIN ont eu à travailler pour un patron savent ce qu'est l'Inspection du travail. Issue des vœux du CNL après la Libération, elle remplit de multiples missions profitables aux salariés: Contrôler l'application de la réglementation du travail lors de conflits collectifs, conseiller et informer les employeurs, les salariés et les représentants du personnel sur leurs droits et obligations. La Direction générale du travail (DGT) doit trancher en matière de harcèlement moral, harcèlement sexuel, discrimination, violence au travail, gestion des grèves, sanctions disciplinaires, conflits en matière de représentants du personnel, etc. Vaste programme! Chaque département est divisé en sections d'inspection du travail déterminées en fonction des effectifs des salariés. Comme le reconnaît lui-même le site de la DGT, « il est difficile pour un salarié ou un employeur de se faire conseiller dans les meilleurs délais par l'Inspection du travail; en effet celle-ci ne dispose que de 427 inspecteurs du travail et 815 contrôleurs, soit 1250 agents de contrôle pour 15 millions de salariés du privé... » Comme on le voit, en cette période de délinquance patronale où l'on profite à qui mieux mieux de la fable de la Crise pour délocaliser, fermer ou déménager à la cloche de bois, la DGT a du pain sur la planche. Mais c'est encore trop et Jean-Denis Combexelle, son actuel et inamovible directeur, a su persuader notre ministre du Travail de réorganiser cette entreprise de justice sociale obsolète et coûteuse. Son projet est brutal et significatif: supprimer les permanences locales ouvertes au profit de plateformes téléphoniques centrales et déshumanisées, « éclater » les postes des inspecteurs et contrôleurs du travail, insuffler par le haut des « actions prioritaires » et une « politique travail » par le biais des Directe – usines à gaz centralisées complètement déconnectées des plaintes des salariés. En clair, rogner l'autonomie des inspecteurs, transformer le service en simple guichet au profit des entreprises et vider de son contenu l'un des derniers remparts à la voracité et au cynisme financier des entreprises. Ça sent le (Michel) sapin pour la DGT. Le Code du travail est dans le colimateur, ils ont juré d'avoir sa peau. Les décideurs ne s'embarrassent plus de titatas et ne prennent même plus la peine d'avancer masqués. Que les politiciens au pouvoir – qu'ils se disent de « droite » ou de « gauche » – soient les valets crevant de trouille des riches, des banques et du Medef est plus que jamais une évidence. Et, plus que jamais, seule la rue peut en contrer le pouvoir.

Syndicalisme

rassemblé ou compromis ?

Kintpuash

Groupe Albert-Camus de
la Fédération anarchiste

« Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu. »

Bertolt Brecht

EH BIEN, ÇA Y EST! La CGT a vécu son cinquantième congrès. L'événement, somme toute peu médiatisé comme on se doit de l'attendre des professionnels de l'information aux ordres d'une classe vivant du travail des autres, a été conclu par la bouche de son nouveau secrétaire général avec la promesse d'une organisation syndicale qui restera « exigeante » et ne « lâchera rien » pour éviter « d'aggraver les conditions faites au monde du travail ». Ouf, revenez les journalistes! Restez, les riches! Il n'y a rien à craindre puisque la CGT promet la poursuite de sa politique dans le renoncement à rompre avec le système marchand.

On pourrait se satisfaire d'un poulet de quelques lignes sarcastiques pour évoquer dans nos colonnes cet énième congrès de l'organisation syndicale la plus ancienne et la plus représentative. Mais il semble nécessaire d'être plus consistant pour réfléchir aux enjeux auxquels sont confrontés les syndicats en général, et la CGT en particulier. Quitte à revenir sur le sujet dans de futures publications du *Monde libertaire*.

La logique capitaliste

Le capitalisme est en crise? C'est structurel et cyclique! Cela s'observe aisément sans pour autant revenir sur les Canuts lyonnais, sur le krach de 1929, ou sur le New Deal, ni même sur les Trente Glorieuses... Depuis les années 1970, avec le taux de profit à la baisse (rémunération du capital), les capitalistes n'ont pas cessé de faire un sort mauvais au monde du travail par le gel des salaires dans les années 1980, l'intensification du travail, le new management et la terreur du chômage de masse pour retrouver, en 1990, un taux de profit très avantageux. Mais cela n'a toutefois pas engendré un nouveau cycle d'investissement dans l'appareil productif. Bien au contraire, le marché solvable se saturait et l'énorme masse financière des profits s'est investie dans les produits financiers. En parallèle, les banques étaient devenues les créanciers incontournables des États renonçant au

recours à leur banque nationale et souvent à la planche à billets. Les États ont été conduits, de fait, aux privatisations, à la destruction des services publics et à une politique d'austérité. On sait le résultat en 2008: avec l'éclatement des bulles financières, la classe politique, pour le secours d'une minorité d'accapareurs de richesses et de commis d'État, transformait la dette de ces derniers en remboursement exigible de la plus grande partie de la population dépourvue des richesses qu'elle produit. C'est toujours sur le plus gros troupeau qu'on tond le plus de laine.

Enfin, avec en parallèle la mondialisation du capitalisme (production et échanges) et les dérèglementations prodiguées par le FMI, le G7, Davos et compagnie, la course à la meilleure profitabilité des actionnaires souvent incarnés par des fonds d'investissement ou de pension a continué d'agir sur la variable d'ajustement privilégiée par les capitalistes: les salaires.

Pour le confirmer, on sait que les investissements des entreprises non financières du CAC 40 ont baissé de 0,2 % en 2012 alors que les dividendes versés augmentaient de 5 % pour atteindre 40,9 milliards d'euros.

Travail trop cher

Le travail aurait un coût trop élevé pour l'économie et pour la pérennité des entreprises. Les médias assènent cet axiome, et les exploités le répètent. La délocalisation s'est ajoutée à la politique du chômage structurel de masse pour mieux amener l'évidence d'une baisse des salaires et d'une simplification du Code du travail. Le chantage à l'emploi sous-payé est accompli ou presque dans la signature scélérate de l'accord national interprofessionnel (ANI) du 11 janvier 2013 par la CFDT, la CFE-CGC et la CFTC.

Dans les années 1970, la classe politique faisait entériner l'allègement des cotisations sociales pour favoriser les « emplois jeunes » sous prétexte de forte exposition au chômage de cette catégorie d'âge de la population



active. Dans les années 1980 et 1990, les socialistes Mauroy, Rocard, Bérégovoy ont créé les TUC et des catégories de statuts sous-payées. La flexibilité était introduite par la loi Aubry des 35 heures en annualisant le travail avec les forfaits jour des cadres. Le CPE et le CNE n'ont constitué que des pistes « tests » de réactivité des organisations syndicales sur le terrain du statut et de la rémunération du travail. Actuellement, les employeurs sont exonérés de cotisations sociales jusqu'à 1,7 fois le smic. On comprend mieux la pression maintenue sur les bas salaires et sa fabrication de l'équilibre « alarmant » des caisses sociales.

La dégradation de l'emploi au nom de la rentabilité s'est traduite par le concept de recentrage sur le cœur de métier des entreprises pour imposer l'externalisation et la délocalisation. Aujourd'hui, la règle d'embauche n'est plus le contrat à durée indéterminée, mais celle de la précarité avec les contrats à durée déterminée (pour le meilleur des cas) ou l'intérim. La sous-traitance apportant main-d'œuvre aux entreprises (souvent du prêt de main d'œuvre illicite) est autant offerte par des sociétés que par des travailleurs ayant statut d'auto-entrepreneur. Le tertiaire et l'industrie prospèrent sur ces producteurs sans repère de classe qui abdiquent leurs garanties sociales présentes et futures.

Le dernier ANI va aggraver la précarité et la répandre sur l'ensemble du salariat. Sa transformation en loi sur la flexibilité va permettre aux employeurs de baisser ou d'augmenter le temps de travail, de réduire les salaires, de recourir plus facilement aux licenciements sans s'exposer aux juges et de raboter les recours des salariés aux prud'hommes.

Syndicat aux pieds d'argile

Le chantage à l'emploi des employeurs facilité légalement par gouvernements et parlements successifs impose des pressions terribles aux travailleurs. La désaffection pour l'engagement syndical trouve sa source dans une conscience sociale trop peu répandue et conjuguée avec une peur de se « griller » en se syndiquant. Si le renoncement de la CGT à rompre avec la société marchande est ancien, la désyndicalisation est un agent actif du réformisme pour la survie institutionnelle.

L'année 1936 marquait, avec les accords de Matignon, le début de l'institutionnalisation de la CGT, alors forte de quatre millions de syndiqués. Mais nous gagnions alors des conventions collectives, des congés payés et la semaine de quarante heures. Après la Seconde Guerre, la mainmise complète du Parti communiste sur la direction de l'appareil CGT – qui conduisit à l'union sacrée avec les camarades au gouvernement en 1981 – accélérera la décroissance des cégétistes. En 1992, Louis Viannet, aux commandes du secrétariat, tentait d'inverser cette décrue d'effectifs calquée sur celle du Parti communiste. De 2,5 millions d'adhérents en 1968, l'organisation passait à 2 millions « officiels » en 1980, puis à

630 000 en 1997 pour remonter aujourd'hui à 692 000. La CGT passait d'une posture anti-patronale au « dialogue responsable entre partenaires sociaux ». La CGT quittait la FSM pour lorgner du côté de la CES (Confédération européenne des syndicats). Bernard Thibault n'aura été qu'un continuateur fidèle et énergique de cette transition réformiste.

Il y a eu volonté d'incarner tout à la fois la revendication historique et de supplanter la CFDT dans sa position inamovible d'interlocuteur privilégié du patronat et du pouvoir politique tout en cultivant sa proximité.

Sarkozy l'avait bien compris : en entreprise comme dans n'importe quelle relation sociale, il est utile de trouver un bon challenger pour affaiblir son partenaire privilégié en vue de mieux dominer et de mieux faire passer ses exigences. La direction de la CGT répondait présent et était élue à ce rôle. Même si toutes les organisations représentatives se sont compromises au moins une fois en signature d'accords interprofessionnels traduits en droits sociaux régressifs, la CGT s'est bien distinguée pour gagner une pole position ! De fait, nombre de cadres fédéraux et confédéraux sont davantage des experts de la négociation que des acteurs de la lutte des classes.

La volonté d'en être avec le Medef et le gouvernement, tout en prônant une résistance de sabre de bois avec l'alliance avec la CFDT, aura consisté en beaucoup d'essoufflement des bases mobilisées par des balades en ville (ne touchons pas à l'entreprise !) sans jamais appeler à la grève pour des sujets aussi graves que les retraites.

La faillite idéologique du PC n'a pas fait perdre les réflexes autoritaires en interne, si bien que certains bonzes ne sont peut-être plus communistes, mais demeurent stalinien. Il était indispensable pour eux de garder la mainmise sur un appareil syndical. À la différence d'une CFDT très centraliste, l'autonomie syndicale prévalait dans la CGT, même si l'autonomie consistait plus en baronnies et moins en enclaves syndicalistes révolutionnaires. La volonté de contrôle centraliste s'est portée sur le nerf de la guerre, l'argent. À cet effet, la réforme des cotisations (Cogétise) a été majeure pour faire en sorte que les cotisations syndicales affluent directement à la confédération qui en rétrocède une part aux organisations territoriales et aux fédérations qui les redistribuent ensuite aux syndicats. La victoire contre l'autonomie syndicale est quasi obtenue sous prétexte d'efficacité organisationnelle. Frachon en rêvait, Thibault l'a fait !

Un congrès sans perspective

Les médias l'ont attendu pendant un an. La succession au poste de secrétaire général est faite. *Habemus* secrétaire général de la CGT ! Que dire de Thierry Lepaon au sujet duquel il se dit beaucoup de choses ? Des rumeurs, il en circule mais une chose est vérifiable : sa participation au Conseil économique, social et

environnemental en tant que représentant CGT a fait preuve d'une très bonne volonté « à bien faire les choses » dans le sens de la privatisation du rail...

Que dire de plus du congrès ? Si ce n'est que le millier de congressistes était en grande partie passé au filtre du consensus pour être délégués. L'exemple calamiteux de la délégation de la fédération du commerce en atteste caricaturalement. Il s'y est débattu un besoin de réorganisation territoriale pour mieux coller aux réalités économiques et salariales afin de déboucher sur des intentions. Tout comme est revenue la nécessité de syndiquer davantage de salariés avec les sempiternelles injonctions aux militants de base de mieux s'adresser aux salariés pour les convaincre, comme si les militants et militantes ne connaissaient pas leurs collègues... Même l'idée d'une fondation pour former des syndicalistes a été évoquée. Allons-nous vers un syndicalisme professionnel à l'américaine pour résoudre la difficile implantation des syndicats ?

Certes, la tendance « lutte des classes », qui fait fantasmer la presse, a pu exprimer de nombreuses critiques virulentes et fondées à la tribune. Nous ne sommes tout de même plus à la Grange-aux-Belles ! Certes, on sent aussi que, compte tenu des enjeux, les bases sont loin d'être toutes sur l'alignement au dialogue brandi par une direction renouvelée en têtes mais pas en intentions collaborationnistes. Le verrouillage de la délégation a fait que les voix étaient au rendez-vous de l'assentiment à une continuité du réformisme et du « syndicalisme de rassemblement » réaffiché surtout avec la scélérate CFDT.

Renoncer ou se battre

À l'évidence, ce congrès de la CGT n'engage pas à sourire à un paradis syndical promis. Dans un contexte où les plans de licenciement s'accroissent sans raison économique valable, la barbarie capitaliste n'a pas fini d'envoyer par dizaines de milliers la population à la misère.

Nous avons affaire à des prédateurs sociaux, à des psychopathes qui ont la violence de l'État avec eux. La croyance ou l'espoir vaincu dans des sauveurs issus de la classe politique est toujours un carcan dans l'esprit de la plupart des exploités. Ce qui est certain, c'est que, même si le capitalisme ne nous envoie pas tout de suite à la guerre pour régénérer son cycle, ceux qui vont refuser isolément la domestication patronale exigeant le degré ultime de l'exploitation, la pauvreté, vont subir une répression sans nom et masquée de la vue d'une société déjà terrorisée par la menace économique.

Travailleur actif ou privé d'emploi, s'organiser en syndicat est une nécessité indispensable, quitte à dépasser les structures le moment venu pour rompre avec le système. C'est le nombre sur le terrain qui fera la différence. Nous ne lâcherons rien !

K.

Les patrons de l'édition méritent une sévère correction



LES 22 ET 25 MARS, Paris a accueilli, à la porte de Versailles (XV^e), la 33^e édition de son Salon du livre. Pendant deux jours, éditeurs et auteurs ont exposé les fruits de leur travail. Certains, avec une petite table à eux, ont même signé des centaines d'autographes, à s'en plaindre d'avoir chopé une vilaine crampe à la main. Des milliers de livres ont sans doute été vendus – ce qui vaut d'ailleurs au salon le surnom de «plus grande librairie de France» – à en faire pâlir tous les petits libraires dits de «quartier» ou «indépendants» qui cravaient dur pour tenir bon et se sortir un maigre salaire à la fin du mois.

Car si Amazon et la Fnac leur collent des tartes toute l'année durant, pas sûr que les Salons du livre de cette ampleur améliorent en quoi que ce soit leur situation... Mais les petits libraires ne sont pas les seules victimes du capitalisme de la culture. Ils sont certes au bout de la chaîne (le dernier maillon avant que le bouquin n'aille entre les mains de son lecteur), mais, bien sûr, nombre de travailleurs sont intervenus avant qu'il n'arrive dans les rayonnages et sur les tables des librairies. Et ces salariés – qu'on n'invite pas au Salon du livre (de toute façon, ils n'iraient pas!) – sont eux aussi, pour la plupart, dûment exploités. Eh oui! derrière l'aura de sainteté dont bénéficie la culture en général et les livres en particuliers se cache une exploitation capitaliste brutale de ceux qui les confectionnent. Pour faire court (car la place m'est ici comptée), et pour causer de ce que je connais le mieux, j'illustrerai cette réalité en m'attardant quelque peu sur la situation des correcteurs dans le milieu de l'édition (en presse, c'est nettement différent).

D'après la convention collective de l'édition, le correcteur est un salarié, ce qui lui permet, outre de bénéficier de la protection du Code du travail, de cotiser pour sa retraite (mais ce n'est peut-être plus très utile désormais), pour la Sécu et, bien sûr, pour le chômage. Mais, pour un patron, embaucher un salarié, c'est, outre les quelques deniers qu'il lui versera chaque mois pour sa reproduction, des cotisations sociales – ce qui, pour lui, équivaut tout bonnement à balancer du fric

par les fenêtres. Toujours désireux de réduire le coût du travail, nombre de patrons de maisons d'édition ont dit «Eureka» quand est apparu, en 2008, le fameux statut d'auto-entrepreneur! Désormais – merci l'État! –, l'éditeur ne salariera plus le correcteur, mais lui demandera, tout simplement ma bonne dame, de se lancer dans la merveilleuse aventure de l'auto-entreprenariat. Ainsi, finies les cotisations patronales, bye bye ce foutu Code du travail poussiéreux, et vive le néolibéralisme! Et si jamais un correcteur – de ceux qui ne se laissent pas marcher dessus, qui tiennent au salaire mutualisé, aux indemnités de chômage et à leur retraite – en appelle à la convention collective pour dénoncer l'illégalité de cette magouille, le patron lui répondra: «Va voir ailleurs, j'en ai dix comme toi qui attendent derrière.» Nombre de correcteurs vivent ainsi aujourd'hui avec ce statut bâtard d'auto-entrepreneur qui, pour beaucoup, ne leur permet pas d'avoir un salaire à peu près décent (certains patrons d'édition vont jusqu'à payer en dessous du smic!). Si des recours aux prud'hommes sont possibles et se font, la situation ne s'améliore pas beaucoup pour autant, et ce malgré les efforts constants du Syndicat des correcteurs CGT pour la faire changer.

Mais l'exploitation des correcteurs en édition ne s'arrête pas à une question de statut. Car, même lorsqu'ils sont salariés, ils doivent régulièrement faire face à l'avidité du patron. Récemment, chez l'éditeur Harlequin, la direction a décidé de ne plus rémunérer les espaces¹, réduisant ainsi d'environ 20 % la paye de ses 22 correcteurs, le taux horaire passant de 9,61 euros brut à 8 euros. L'affaire s'est terminée aux prud'hommes, lesquels, bien sûr, donnèrent raison aux salariés, avec

rappel de salaire et indemnité pour dommages et intérêts.

L'autre magouille bien en vogue chez les éditeurs vise carrément à faire corriger un bouquin sans déboursier un seul sou! Et, pour ce faire, pas besoin de se prendre la tête avec des histoires de statut ou d'espaces, il y a beaucoup plus simple: le test bidon! Le principe, pas bien compliqué, est le suivant: puisqu'un correcteur doit passer un test avant d'être embauché, la direction lance de faux appels à candidature et organise des tests avec de vrais textes à corriger pour publication! Résultat: des correcteurs sans taf s'emmerdent à corriger des textes pendant plusieurs heures dans l'espoir de décrocher un poste qui n'existe pas...

Cette situation, si elle est scandaleuse et révoltante, a toutefois le mérite de traduire très clairement ce vers quoi nous nous dirigeons aujourd'hui en termes de société et d'organisation du travail. Le capitalisme tend désormais à supprimer le salariat pour le remplacer par une exploitation décomplexée de ceux qui n'en resteront pas moins des travailleurs, mais des travailleurs flexibles, corvéables à merci et dépourvus de la protection d'un Code du travail. Paradoxe de ces temps postmodernes pour les anarchistes: on en vient à défendre le salariat alors même qu'on souhaite, à terme, s'en passer. Mais le «secret» de la victoire d'une lutte encore à construire réside peut-être – sûrement – dans la façon avec laquelle nous saurons nous jouer de cette dialectique.

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Seguí de la FA
Syndicat des correcteurs CGT

1. Les correcteurs sont payés au nombre de signes corrigés, les espaces étant toujours comprises puisque susceptibles d'être fausses selon qu'elles soient ou non fines, fortes, insécables, etc.

Brèves de combat

Chômage trop mal

Depuis l'immolation par le feu d'un chômeur à Nantes, Pôle emploi fait face à une véritable vague de menaces de suicide. Dans toute la France, des chômeurs s'en prennent aux agents et menacent d'en finir : en un mois, selon la direction, plus d'une cinquantaine de cas ont donné lieu à une intervention des pompiers ou de la police...

Haro sur Valls

Une dizaine d'associations en appellent à Jean-Marc Ayrault après les déclarations de Manuel Valls affirmant que les Roms ne souhaitent pas s'intégrer et dénoncent des « orientations uniquement répressives ».

La mémoire courte

Selon Caroline Izambert, d'Act Up Paris, « expulser les étrangers malades, c'est les condamner à mort ». Voilà plusieurs mois que les associations de soutien aux étrangers s'alarment de l'augmentation du nombre d'étrangers expulsés (une dizaine entre juin 2012 et février 2013), et ce malgré le changement de majorité. Où sont passées les promesses du candidat Hollande qui déclarait vouloir procéder à l'abrogation de la loi Besson de 2011 ?

Enfants rafiés à Mayotte

À l'occasion de la rentrée scolaire sur l'île de Mayotte, les instituteurs alertent sur la triste situation de la société mahoraise, où des enfants « clandestins » de plusieurs écoles

Météo syndicale



PEU DE TEMPS avant Pâques, la CGT avait-elle en tête de jouer le retour aux origines ? « Les syndicats ont depuis quelques années une ambition très haute et très noble. Ils croient avoir une mission sociale à remplir et, au lieu de se considérer soit comme de purs instruments de résistance à la dépression économique, soit comme de simples cadres de l'armée révolutionnaire, ils prétendent, en outre, semer dans la société capitaliste le germe de groupes libres de producteurs par qui semble devoir se réaliser notre conception communiste et anarchiste. Devons-nous, en nous abstenant de coopérer à leur tâche, courir le risque qu'un jour les difficultés ne les découragent et qu'ils ne se rejettent dans les bras de la politique ? » écrivait, en 1899, Fernand Pelloutier dans sa célèbre Lettre aux anarchistes¹.

Faire du neuf en faisant référence au passé, avec de nouvelles orientations syndicalistes, voilà bien ce que l'on lit ça et là dans la presse confédérale de la porte de Montreuil à Paris. En fait, c'est la coutume, comme partout lors d'un congrès : on est censé repeindre la maison et annoncer tous azimuts que ça va repartir comme sur des roulettes, tous feux dehors !

Mais les faits sont têtus... et laissent des trucs indélébiles comme le fer rouge pour les divers bannis de la société. Sauf que là, ce sont de « mauvaises habitudes » que la centrale syndicale, encore majoritaire, traîne comme des boulets. Il y a quelque temps, séquestrations de patrons, affrontements avec les forces de police diverses étaient déclarés comme ne

figurant pas dans la panoplie du parfait petit syndicaliste. Maintenant, avec les positions à la Valls, toute violence ouvrière a l'imprimatur confédérale...

Côté unité syndicale, les retraités (UCR-FO, FSU, UCR-CGT et Unirs) ouvrent le chemin avec une conférence de presse le 26 mars où ils développaient les termes d'une lettre adressée au gouvernement. Mais pour un 1^{er} mai unitaire, ça attendra peut-être que les drapeaux CFDT finissent de brûler dans des manifs CGT ! Sans parler des divers licenciements et conflits juridiques CGT-CGT... que les liesses du congrès ont mis à l'arrière-plan.

Tout ça pour dire que les problèmes internes syndicaux sont toujours là et que les oppositions syndicalistes de toutes obédiences ont du pain sur la planche ! Pendant cela, Laurence Parisot défend son boulot qu'elle voudrait voir perdurer pour un autre tour... On y reviendra, histoire de rire un peu !

Jean-Pierre Germain
Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

1. On pourra penser que la référence aux « textes sacrés » n'apporte pas grand-chose aux débats actuels. Certes, l'histoire ne repasse jamais les mêmes plats deux fois... mais les mêmes problèmes restent à travers les siècles.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Habent papam

LE NOUVEAU PAPE, FRANÇOIS, a été élu ce mercredi 13 mars au soir. Il s'agit du cardinal Jorge Bergoglio. L'Église catholique, après avoir imposé un pape Benoît XVI très conservateur, a donc choisi un pape sud-américain, un Argentin plus précisément.

Une certaine réputation

Bergoglio est un homme réputé d'origine modeste et au train de vie modeste ; nombre de médias se complaisent à clamer qu'il vit dans un appartement, qu'il se déplace en métro et qu'il fait sa cuisine tout seul. Si cela suffit à le rendre saint, alors les milliards de prolos que compte la planète sont une armée de saints... Bref, Bergoglio, qui annonce vouloir « lutter contre la pauvreté », est annoncé par les médias comme humble et proche des pauvres. Le nom même de « François », que Bergoglio s'est choisi, se rapporte d'ailleurs au fondateur de l'ordre des franciscains, ordre de moines mendiants fondé au Moyen Âge. Nombre de chefs d'État ont donc, comme il se doit, salué cette élection (dont Hollande, comme nous le verrons plus loin). Les médias ont évoqué un tournant possible au sein d'une Église passablement passéiste.

Mais l'Église a-t-elle vraiment décidé de tourner la page du conservatisme en nommant un Sud-Américain ? On peut en effet voir aussi un enjeu stratégique, pour récupérer une population sud-américaine délaissée de plus en plus l'Église catholique, pour se tourner vers les églises protestantes qui pullulent. Cette préoccupation se traduit bien chez ce nouveau pape, qui avait vitupéré dès septembre dernier contre les prêtres refusant de faire baptiser les jeunes enfants nés hors mariage.

De sacrées casseroles...

En réalité, le parcours de ce jésuite n'est pas franchement celui d'un réformateur. Le nouveau pape se traîne même !

Si celui-ci se déclare contre le libéralisme, il a de fait toujours combattu (tout comme son prédécesseur Benoît XVI) la théologie de la libération, un courant progressiste et « social » de l'Église catholique sud-américaine, « inspiré en partie par le marxisme ». L'apolitisme de la Compagnie de Jésus, revendiqué par Bergoglio, est à géométrie très variable...

Ce n'est pas tout. Pendant la dictature des généraux en Argentine, qui a fait 30 000

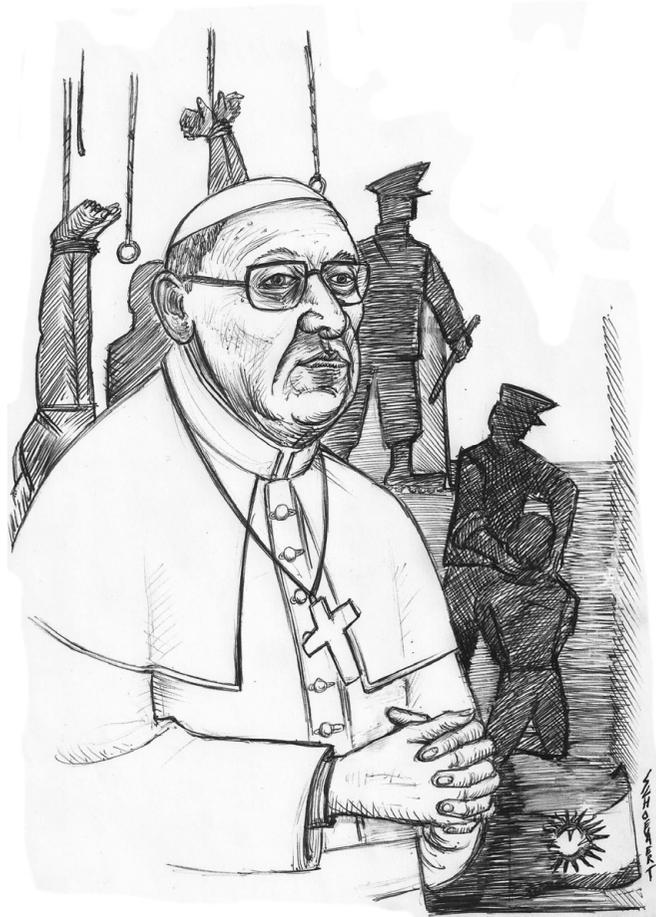
morts, Bergoglio n'a jamais dénoncé les crimes des généraux... à l'image de l'institution catholique argentine, qui fut clairement complice de la dictature. Un autre Jorge, le général dictateur Videla, a pourtant frappé un certain nombre de prêtres engagés dans la théologie de la libération, dont des gens que Bergoglio connaissait. Motus et bouche cousue : apolitisme on vous dit ! Il faut dire que Videla déclarait vouloir restaurer « la civilisation catholique occidentale ». Ça valait sans doute bien quelques dizaines de milliers de tortures et d'assassinats... « les desseins de Dieu sont impénétrables », « rendez à César ce qui est à César », tout ça tout ça.

Même devenu évêque, Bergoglio a refusé de dénoncer la complicité flagrante de l'institution catholique. Pire, il a affirmé que les procès intentés contre des évêques catholiques accusés d'avoir participé aux séances de torture étaient une « campagne de calomnie menée contre l'Église ».

L'histoire ne s'arrête pas là. Un bouquin paru en 2005, *El Silencio*, révèle que Bergoglio aurait retiré sa protection à deux prêtres jésuites travaillant dans les bidonvilles, et donné son accord en 1976 à l'armée pour les enlever... Entendu comme témoin par des juges dans cette affaire, Bergoglio a parlé de « diffamation », et affirmé vouloir parler sans tabous de l'Église sous la dictature. Pour lui, l'Église n'aurait rien à se reprocher, à part quelques individus isolés complices du pouvoir.

Bergoglio n'est pas qu'un complice des fachos sur le plan du positionnement politique. Pour ce qui est des libertés, des homos et des femmes, ce n'est guère mieux. En 2010, Jorge Bergoglio a ainsi déclaré que l'homosexualité était « un démon infiltré dans les âmes », et que les marches pour le mariage gay étaient un effet de « la main du diable ». Diantre !

Bergoglio ne se contente pas de simples déclarations. C'est lui, en personne et avec une virulence toute particulière, qui a mené la fronde contre la loi légalisant le mariage homosexuel en Argentine. Ainsi que contre le droit donné aux transsexuels de changer de



sexe pour l'état civil. Ou encore contre le développement de l'éducation sexuelle... De fait, le cardinal a pris la tête d'un véritable affrontement de l'Église catholique argentine contre Cristina Kirchner (présidente de centre-gauche). Dans cette fronde, Bergoglio – cet « ami des pauvres » – n'a d'ailleurs pas hésité à s'afficher officiellement avec les partis les plus réacs, ainsi qu'avec les patrons et les milieux d'affaires !

On ne s'étonnera pas non plus qu'il se soit toujours farouchement opposé aux droits des femmes. Notamment à la contraception et au droit à l'avortement, toujours interdit en Argentine... sous la pression de l'Église.

... vite oubliées

Tout cela n'empêche pas un autre François, le très laïque président Hollande, de proclamer dans un communiqué : « J'adresse au pape François, mes félicitations les plus chaleureuses et mes vœux très sincères pour la haute mission qui vient de lui être confiée à la tête de l'Église catholique pour faire face aux défis du monde contemporain. La France, fidèle à son histoire et aux principes universels de liberté, d'égalité et de fraternité qui fondent son action dans le monde, poursuivra le dialogue confiant qu'elle a toujours entretenu avec le Saint-Siège, au service de la paix, de la justice, de la solidarité et de la dignité de l'homme. »

Une belle leçon de solidarité entre hommes de pouvoir.

Juanito

Groupe Pavillon noir
de la Fédération anarchiste du 86

ont été raflés début mars par la population locale désireuse d'entamer une chasse aux clandestins. «L'information est maintenue sous silence. Les politiques locaux préfèrent ne rien dire plutôt que de faire respecter les droits des enfants», dénoncent les instituteurs mahorais.

Le contraire difficile !

Selon la Commission nationale consultative des droits de l'homme dans son rapport annuel: «Le Web participe d'une banalisation des actes racistes.»

Ce n'est qu'un début

Le projet de loi sur le mariage homosexuel, adopté à l'Assemblée nationale, doit être examiné au Sénat à partir du 4 avril 2013. Le texte a passé la dernière étape avant ce débat, avec son adoption par la commission des lois du Sénat. Vingt-trois membres ont voté pour le projet, 21 contre. Ça promet !

OGM, nein danke !

Horreur, malheur ! En 2012, 170,3 millions d'hectares d'OGM ont été cultivés dans 28 pays européens. Si l'Allemagne, la Pologne et la Suède ont arrêté la culture de plantes génétiquement modifiées, les surfaces consacrées aux biotechnologies sont en hausse dans l'Union européenne.

Chronique néphrétique

Apocalypse ?

(PROMIS JURÉ ! APRÈS, JE NE PABLE PLUS d'écologie avant longtemps...)

«L'adhésion à l'écologisme est obtenue par une pression sur le peuple, l'angoisse, l'alarmisme, le catastrophisme, la peur, qui est le mode par excellence de domination de toutes les formations autoritaires (la religion en tête, historiquement).» (Philippe Pelletier dans le Monde libertaire n° 1699.)

Bien vu ! Et c'est vrai que, depuis l'âge de 9 ans, j'ai la trouille que la centrale de Gravelines ne me pète à la tronche. (Y'en a d'autres plus vieux qui avaient la trouille aussi, mais en 1974 ce sont les CRS qui leur pétaient, la tronche...) J'ai eu beau déménager : en France, je suis cerné ! C'est fou comme c'est irrationnel la peur ! Je calcule en nombre de réacteurs, en périmètres de 20, 40, 100 km, en vents dominants... On n'a pourtant pas arrêté de me dire que cela ne pouvait pas arriver chez nous, rien n'y fait ! Et j'ai peur aussi de bouffer des pesticides, des insecticides, de l'aluminium, etc. (je ne vais pas refaire la liste) et j'ai peur pour mes gosses et tous les gens autour de moi. Cela doit être dû à un traumatisme initial ? L'étude de l'Apocalypse au catéchisme y est peut-être pour quelque chose ? Quand je pense à ces chrétiens de paysans du Larzac qui ne voulaient même pas de missiles sur leur plateau ! Et dire que j'ai admiré des poltrons pareils ! Cela étant, le parallèle lumineux écologisme/religion (à ne pas confondre avec le sentier lumineux) est une autoroute (que les écolos excusent cette apologie du tout-voiture), mais pas au sens où l'entend Philippe. Au moment où je lisais son article, j'achevai la conclusion de «Tu dois changer ta vie» du philosophe Peter Sloterdijk, je ne peux résister à vous en extraire ces quelques phrases : «L'unique autorité en droit de dire, aujourd'hui, "tu dois changer ta vie", est la crise globale dont chacun perçoit, depuis un bon moment, qu'elle a commencé à envoyer ses apôtres. Elle a de l'autorité parce qu'elle se réfère à quelque chose d'inconcevable dont elle est la manifestation – la catastrophe globale. [...] Il en résulte que le Dieu unique et la catastrophe ont plus de points communs qu'on ne l'a enregistré jusqu'ici, notamment la colère à l'égard des hommes qui n'ont pas pu se décider à croire en lui ou en elle.» Plutôt que colère – ne retombons pas dans l'animisme ! – je dirai «conséquences».

Mais la catastrophe n'est pas malédiction divine... «Pour ce qui concerne les catastrophes provoquées par l'homme, le xx^e siècle a été la période

la plus instructive de l'histoire du monde. On a pu y discerner que les plus grands complexes de malheur ont été déclenchés sous la forme de projets censés placer la marche de l'histoire sous contrôle à partir d'un seul et unique centre d'action. Ils ont été les manifestations les plus ambitieuses de ce que les philosophes, dans le sillage d'Aristote et de Marx, ont appelé la "pratique". Dans les proclamations contemporaines, on décrivait les grands projets comme des figures du combat final pour la domination sur la terre.»

Les premières catastrophes écologiques y changèrent-elles quelque chose ? «Ses citoyens ont pris pour habitude d'accueillir tous les indices de la catastrophe qui se rapproche – indices présentés sur le ton de la réalité – comme le produit d'un genre relevant du documentaire de l'horreur, et leurs intellectuels se montrent dignes de leur réputation de detached cosmopolitan spectators lorsqu'ils déconstruisent jusqu'aux avertissements les plus sérieux pour en faire un genre discursif et classer leurs auteurs dans la catégorie des fanfarons.» Ou lorsqu'ils nous expliquent qu'il s'agit d'une manœuvre pour sauver le capitalisme ?

Cela étant les religions et les idéologies ne nous seront pas d'un grand secours. «Comment des "valeurs" ayant déjà fait dans toutes les périodes de l'histoire la preuve de leur insuffisance face à des problèmes relativement moindres pourraient-elles acquérir d'un seul coup le pouvoir de provoquer, face à des embarras plus importants, le tournant vers le meilleur ? [...] Avec ce tournant, ce qui est concrètement universel devient opérationnel. Une logique coopérative prend la place d'un romantisme de la fraternité. L'humanité devient un concept politique. Même si le communisme fut d'emblée un conglomérat d'un petit nombre d'idées justes et d'un grand nombre d'idées fausses, sa part rationnelle – l'idée que les intérêts vitaux du plus haut niveau ne peuvent être réalisés qu'à un horizon d'ascèses coopératives universelles – doit forcément, tôt ou tard, retrouver une validité.»

C'est d'une nouvelle civilisation dont il est question, qui assure à l'humanité la survie commune. Les mouvements politiques, les changements économiques, sociaux, sont le fruit de contraintes, de nécessités vitales, de la peur de mourir, à la guerre, de faim, de misère et aujourd'hui d'empoisonnement généralisé. C'est bien pour cela que l'écologie est une chose trop importante pour qu'on la laisse aux seuls écologistes.

Rodkol

rodkol@netcourrier.com



Vio. Me.

Des ouvriers luttent pour l'autogestion

Les travailleurs de Vio. Me., une usine de matériaux de construction de Thessalonique, en Grèce, abandonnée par ses propriétaires, ne sont pas payés depuis mai 2011. Par décision de leur assemblée générale, ils ont occupé l'usine et l'on fait fonctionner sous le contrôle des travailleurs en démocratie directe. Après la lutte, qui dure depuis un an, et qui a attiré l'attention et la solidarité en Grèce et dans le monde entier, ils ont redémarré la production le 12 février après trois jours de manifestations intenses.



AU CŒUR DE LA CRISE, les travailleurs de Vio. Me. luttent contre l'exploitation et la propriété. Alors que le taux de chômage atteint 30 % en Grèce, alors que leurs salaires sont insignifiants, qu'ils sont fatigués et irrités par les phrases pompeuses, les promesses vaines et les nouveaux impôts, qu'ils ne sont plus payés depuis mai 2011 et sans travail du fait de l'abandon de l'usine par leurs employeurs, les travailleurs de Vio. Me., à la suite d'une décision prise en assemblée générale, ont fait part de leur détermination à ne pas devenir les proies d'un chômage permanent mais de lutter pour s'appropriier l'usine et la faire fonctionner eux-mêmes. En octobre 2011, suite à une proposition officielle, ils ont revendiqué la constitution d'une coopérative ouvrière, demandant une reconnaissance légale pour leur propre coopérative ainsi que pour celles qui suivront. Ils ont revendiqué, en parallèle, l'argent nécessaire pour faire fonctionner l'usine. Cet argent leur appartient quoi qu'il en soit puisque ce sont eux qui produisent la richesse de la société. Le plan qu'ils ont établi n'a rencontré qu'indifférence de la part de l'État et des bureaucraties syndicales. Il a toutefois suscité l'enthousiasme au sein des mouvements sociaux, lesquels ont lutté au cours

des derniers six mois pour faire connaître le message des «Vio. Me.» à l'ensemble de la société, cela par la création de l'Open Initiative of Solidarity à Thessalonique, puis par la mise sur pied d'initiatives identiques dans beaucoup d'autres villes.

Les machines autogérées sont en marche

Après trois jours d'intense mobilisation, le 12 février, l'usine de Vio. Me. a commencé la production sous contrôle ouvrier ! Il s'agit de la première expérience dans l'industrie autogérée dans la Grèce en crise, et les travailleurs de Vio. Me. sont convaincus que ce sera que le premier de toute une série.

La manifestation a été massive et dynamique. Elle a débuté par une grande assemblée des travailleurs, des organisations solidaires et des sympathisants dans un théâtre du centre-ville le dimanche soir. C'est là que le déroulement de l'action du mouvement de solidarité a été discuté, tout le monde a eu la chance de prendre le micro et d'exprimer son opinion sur l'organisation de la lutte.

Manif et concert

Le lundi soir, il y eut une manifestation dans le centre de la ville suivie d'un énorme concert avec plusieurs chanteurs et des groupes folkloriques bien connus. Parmi eux, Thanassis Papakonstantinou, l'un des plus importants compositeurs contemporains grecs qui fait en quelque sorte «partie du mouvement», car il donne toujours son soutien en actes et en paroles aux partisans de l'autodétermination. La participation a dépassé les attentes de tout le monde. Malheureusement, environ un millier de personnes n'ont pas réussi à entrer, car le stade était déjà plein. Ce fut un moment inoubliable quand les travailleurs ont pris le micro au milieu de la nuit et ont expliqué leur vision d'une autre société, basée sur la justice sociale, la solidarité et l'autogestion. Cinq mille personnes ont applaudi, en criant et en chantant. C'est alors que tout le monde s'est rendu compte que cet effort était voué au succès !

Les « Vio. Me. » s'adressent au peuple

Tôt le lendemain matin la mobilisation a continué avec une manifestation dynamique vers l'usine. Les travailleurs étaient déjà à leur poste et le coup d'envoi triomphal de la production s'est fait devant les caméras des médias nationaux, locaux et alternatifs. Les travailleurs ont organisé une visite guidée de l'usine et expliqué tous les détails du processus de production aux journalistes et aux participants du mouvement de solidarité. Ce fut le premier lot de produits fabriqués sous contrôle ouvrier !



Encore un long chemin à parcourir

Les coûts de production sont élevés, l'accès au crédit est impossible et obtenir une part du marché en période de récession est plus qu'incertain. Les ouvriers sont toutefois optimistes : les recettes du concert de soutien, les dons de particuliers et des groupes de soutien (recueillies via Viome.org) devraient être suffisants pour maintenir l'entreprise à flot pendant les premiers mois. Et le soutien des mouvements sociaux signifie que bon nombre des produits seront distribués par le biais des structures d'économie sociale et solidaire. Les travailleurs de Vio. Me. en sont déjà à rechercher de nouveaux produits de nettoyage, avec des composants non toxiques, écologiques, aptes à un usage domestique. L'usine fabrique des matériaux de construction de qualité (mortiers, plâtres, pâte colle à carrelage et matériaux de jointoiement, coulis imperméable à l'eau, etc.) et les travailleurs savent très bien comment améliorer la qualité tout en réduisant encore plus les coûts de production et donc le prix. Le défi consiste maintenant à trouver un marché pour ces matériaux, que ce soit en Grèce ou dans les pays des Balkans. Certains produits peuvent être expédiés encore plus loin, pour être distribués par le mouvement de solidarité international.

Les 40 travailleurs de Vio. Me. et des centaines de participants au mouvement de solidarité ont vécu pendant trois jours une expérience inoubliable, qui n'est cependant que le début d'un chemin long et difficile. Maintenant plus que jamais, nous devons être unis et forts, déterminés à construire un monde nouveau fondé sur la solidarité, la justice et l'autogestion !

D'après le blog de support aux ouvriers de Vio.Me. en lutte.

Bas de laine chypriotes

Le gouvernement chypriote a envisagé de ponctionner les comptes en banque pour renflouer... les banques. Devant le soulèvement d'indignation provoqué par cette mesure, il y a renoncé – au moins provisoirement. Mais, à cette occasion, c'est tout un petit mécanisme de la mondialisation financière et impérialiste qui a été mis au jour.

CHYPRE EST UNE JOLIE PETITE ÎLE. La France est un vilain grand pays. Le PIB de Chypre tourne autour des 17 milliards d'euros ; celui de la France autour de 1 800 milliards d'euros. C'est 100 fois plus. Chypre abrite un tout petit million d'habitants, la France, 65 millions. C'est 60 fois plus. Les banques chypriotes hébergent en dépôt 67 milliards d'euros ; celles de l'hexagone, 1 000 milliards. C'est 15 fois plus. Ce qui fait que, sur le papier et grossièrement arrondi, chaque habitant de Chypre, qui produit 14 000 euros par an, se retrouve avec 60 000 euros en banque ; chaque habitant de France, qui produit 28 000 euros par an, en cumule royalement 15 000. C'est quatre fois moins en valeur absolue, et huit fois moins relativement au PIB.

Est-ce à dire que le prolétaire chypriote, appuyé sur de puissants syndicats, bénéficie d'une situation hors norme, exploite même son patron, là où l'exploité français sue la plus-value pour des bourgeois avides et expatriateurs de capitaux ? Pas du tout, la situation est à peu près comparable et même plutôt défavorable à l'insulaire. Le salaire moyen est d'environ 1 000 euros par mois, le salaire minimum dans les 700 euros, le taux de chômage de 12,5 %. Point noir : les cotisations sociales sont ridiculement basses, le salaire différé problématique. Exit donc la thèse du gras Chypriote : il est maigre comme nous, et plus.

C'est plus simple : l'argent rangé à Chypre n'appartient pas aux Chypriotes, et encore moins aux prolétaires. Cet État, membre de l'Union européenne, se trouve être en plus un paradis fiscal. Là où les choses se compliquent, c'est que la masse financière qui transite par l'île est principalement russe (et, dit-on, d'origine souvent plus que douteuse). Si une partie de l'argent « stagne » à Chypre pour bénéficier de conditions bancaires avantageuses, la plupart des fonds ne font que passer, et retournent s'investir en Russie, via des sociétés de droit chypriote à actionnariat russe. On estime que Chypre est devenu le premier investisseur étranger en Russie. Pour

les trois premiers mois de 2012, ce sont près de 70 milliards de dollars qui sont retournés dans la mère patrie, après avoir transité dans des comptes sur l'île. Au point qu'on parle souvent de blanchiment... Bien sûr, l'ogre russe n'est pas seul en cause, et l'Europe patronale et hypocrite a bien profité de la mâne. Les financiers britanniques, notamment, y placent aussi leurs billes.

Pour compliquer le tout, Chypre est aussi un enjeu stratégique majeur, située entre le Bosphore (débouché de la mer Noire et accès russe à la Méditerranée) et le canal de Suez (l'une des principales routes commerciales vers l'Asie). Et juste en face de la Syrie, ce qui prends ces temps-ci un relief particulier. On y trouve deux grosses bases militaires britanniques. La Russie rêve d'y installer aussi des soldats.

On comprend donc que, devant la faillite annoncées (mais, précisons-le, comme toujours invérifiable) du système bancaire de l'île, devant la réticence manifeste de l'Union européenne à financer la mafia russe en payant la somme relativement modeste exigée, devant l'amicale pression des commanditaires extraordinairement puissants que sont la Russie et la Grande-Bretagne, devant tout cela, on comprend donc que le gouvernement de Chypre (avec la sympathie de toutes les parties en présence) ait imaginé une solution qui consiste à faire payer les pauvres : austérité, privatisations et ce fameux prélèvement sur les comptes en banque, qui a mis le feu aux poudres.

On est en droit de supposer, aussi, que l'opération n'est pas seulement financière. On peut imaginer que – en échange de l'aide de 10 milliards d'euros promise – ce gouvernement acculé a accepté de lancer un ballon d'essai au profit de l'UE, pour tester la réaction des peuples face à une mesure envisagée comme un recours d'urgence partout où la crise sévit. Quitte à essayer les plâtres dans son propre pays.

Moïse Cailloux

Guerre aux poumons !

SELON LES CHIFFRES FOURNIS par l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé, le nombre de morts imputables au tabac s'élèverait à 100 millions pour le ^{xx}e siècle ! Comment ce fléau a-t-il pu se maintenir et se développer jusqu'à nos jours ?

Un vieux problème...

Introduite au ^{xvi}e siècle en France par Jean Nicot (d'où le nom de nicotine), cette plante d'origine américaine sera d'abord utilisée pour ses soi-disant propriétés médicinales, avant de devenir la drogue que l'on sait. Très tôt, l'État y trouva un moyen de garnir son trésor, puisque le cardinal de Richelieu va le taxer fortement, et Colbert à sa suite en monopolisera non seulement le commerce et la distribution, mais aussi la culture. Cependant, dès le ^{xviii}e siècle, la Virginie et le Maryland vont devenir les principaux producteurs mondiaux de tabac. C'est le début du très juteux commerce transatlantique, qui implique marchands d'esclaves, de sucre, de coton et de tabac, aux tout premiers temps d'un capitalisme et d'un colonialisme conquérant. C'est d'ailleurs de ces États du vieux Sud américain que sont originaires les plus importantes industries cigarettières du monde. La consommation de cigarettes n'a vraiment décollé qu'au tournant des années 1920, quand plusieurs circonstances ont été réunies : mécanisation de la production cigarettière, urbanisation et industrialisation qui s'accompagnent de la transformation sociale des comportements et développement de la publicité.

...toujours d'actualité

La toxicité du tabac est soupçonnée depuis la fin des années 1890, mais ce n'est vraiment qu'à partir des années 1940-1950 que le lien entre la consommation de cigarettes et le cancer du poumon fut clairement établi. Avec le délai habituel entre le début de la consommation et l'apparition des premiers symptômes, soit une vingtaine d'années. De plus, ce cancer est, on le sait aujourd'hui, causé dans 90 % des cas par le tabac : donc à l'époque on a vu flamber une maladie jusqu'alors très rare. Peu à peu on va découvrir l'ensemble des maladies causées ou aggravées par le tabac : divers cancers (en tout premier pulmonaire, mais aussi de la bouche ou de la vessie), maladies cardiovasculaires (infarctus, accidents vasculaires cérébraux, artériopathies diverses), maladies respiratoires chroniques, etc. La liste des produits de la combustion de la cigarette, et donc inhalés par le fumeur, comprend – outre la

nicotine et le goudron – des choses aussi effrayantes que le polonium 210, le potassium 40 (radioactifs !) ou bien des dérivés du cyanure, du plomb, de l'ammoniac : ce sont près de 5 000 produits toxiques, et pour 50 d'entre eux clairement classés comme cancérigènes, qui se retrouvent dans la légère fumée bleutée... en cause, en plus du tabac, les différents additifs (additifs...), les produits de dégradation des engrais et pesticides et autres conservateurs.

Les enjeux du danger

Mais alors, pourquoi ce poison n'est-il tout simplement pas interdit ? L'industrie du tabac est florissante : en 2010, le bénéfice des 4 premières compagnies mondiales a été de 16 milliards de dollars (pour un chiffre d'affaire de plus de 320 milliards de dollars !). En France (où les taxes sont particulièrement élevées), l'État a engrangé en 2010 environ 13 milliards d'euros. Ce chiffre est à mettre en regard du coût social, qui comprend les dépenses de santé des malades du tabac, les coûts de prévention, les pertes de productivité, etc. : il est estimé à environ 47 milliards d'euros... On estime qu'en France, chaque année, il y a 60 000 décès liés à la consommation de tabac, dont 35 000 cancers ; la moitié des personnes décédées des suites du tabagisme a entre 35 et 69 ans. Est-il utile de préciser que les plus pauvres sont les plus représentés parmi les victimes ? Et que, hélas, les femmes vont dans ce domaine bientôt rattraper les hommes. Dès que sont parues les premières études sur la responsabilité du tabac dans la genèse du cancer du poumon, les firmes productrices se sont lancées à fonds perdus dans une campagne de dénigrement et de suspicion à l'égard des travaux scientifiques. Toutes les ficelles de la propagande ont été utilisées : publicité, contre-expertises bidonnées, mise en doute de la qualité des recherches, noyautage des commissions scientifiques. Les mêmes principes de contre-argumentation que ceux utilisés par les industriels de l'amiante, qui ont permis à ces derniers de



repousser les demandes de réparation. C'est à ces mécanismes de dissimulation et de fragmentation de la connaissance opérés par les industriels du tabac que s'attache l'historien des sciences Robert Prothorax dans son livre *Golden Holocaust: Origins of the Cigarette Catastrophe and the Case for Abolition*. À partir des archives des industriels, qui ont été obligés en 1995 à l'issue d'un procès retentissant à l'américaine de numériser à leurs frais et de rendre accessibles 14 millions de documents, l'auteur retrace cette incroyable histoire de mensonges et de manipulations qui a conduit à laisser se dérouler un véritable holocauste sanitaire à l'échelle mondiale. Car ce sera bientôt dans les pays les plus pauvres, nouvel eldorado des marchands de mort, que les conséquences du tabagisme vont se faire le plus durement sentir.

On raconte qu'à l'issue d'une interview le journaliste qui demandait au PDG de Philip Morris s'il fumait se vit répondre : « Vous me prenez pour un idiot ? »

Moriel

Sources :

Sur le livre de R. Prothorax (en l'absence de traduction française) : www.laviedesidees.fr/Les-guerres-du-poumon.html

Sur le procès intenté contre les cigarettiers, le film de Michaël Man : *Révolutions* (titre original : *The Insiders*).

[fr.wikipedia.org/wiki/Révolutions_\(film\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Révolutions_(film))

Le comité national contre le tabagisme : www.cnct.fr/

Les chiffres sont tirés de :

www.tueurs-payeurs.fr/chiffres-tabac.php

www.alliancecontreletabac.org

L'homme au service du pro

Jean-Pierre Tertrais

APRÈS UN PREMIER RAPPORT paru en 2001, l'Agence européenne de l'environnement a publié le 23 janvier 2013 un rapport intitulé *Signaux précoces et leçons tardives : science, précaution, innovation*. En plus de 700 pages, ce rapport accablant pointe les failles consternantes du système de régulation sanitaire et environnementale en vigueur, examine des cas spécifiques pour lesquels les signaux d'alarme ont été ignorés, provoquant dans leur ensemble des milliers de morts, des destructions massives, parfois irréversibles, de l'environnement, des coûts collectifs immenses.

L'homme-cobaye

Ces analyses de cas portent sur de nombreux thèmes ; on en retiendra quatre.

Des quantités de plus en plus grandes de **produits pharmaceutiques** sont utilisées par l'humain ou l'animal. Leurs résidus se retrouvent dans les sols (épandage des lisiers ou des boues urbaines) et les eaux de surface. Les interactions que toutes ces molécules peuvent avoir entre elles laissent supposer des conséquences néfastes sur la santé et l'environnement, d'autant que certaines d'entre elles peuvent persister plusieurs dizaines d'années. Si les risques sont peu connus, c'est parce que se manifeste la puissance des lobbies.

Ce qu'on appelle les perturbateurs endocriniens, substances chimiques naturelles ou de synthèse, peuvent interférer avec le fonctionnement du système hormonal, et sont soupçonnés, même à doses très faibles, de jouer un rôle dans la fréquence de certains cancers, dans des troubles de la reproduction, voire des altérations de la croissance ou des troubles comportementaux. Des études montrent des modifications de la reproduction, des altérations de la différenciation sexuelle chez certaines espèces de poissons, du fait que les œstrogènes (provenant par exemple de la pilule contraceptive) se retrouvent dans les eaux usées, puis dans les milieux aquatiques.

D'autres travaux mettent, par ailleurs, en évidence, les conséquences d'une exposition à

certain **pesticides** : baisse de concentration spermatique, augmentation des malformations génitales chez le garçon et des cas de cancers des testicules. On peut bien entendu compter sur les lobbies de l'agrochimie pour restreindre la liste des pesticides susceptibles d'être exclus.

Fortement toxique, **le mercure** altère irréversiblement le système nerveux, nuit au développement des embryons, entraîne des pathologies graves, même à des taux d'exposition bas. On peut noter, parmi les effets engendrés : perte de la mémoire immédiate, insomnies, tremblements, vertiges, troubles de l'audition... Malgré la sonnette d'alarme tirée par de nombreux scientifiques, les autorités sanitaires ne jugent toujours pas urgent d'interdire les amalgames dentaires. Plus grave encore, on introduit dans les foyers une autre source d'intoxication au mercure, les lampes basse consommation vantées pour leurs vertus... écologiques.

Dans l'affaire de la vache folle, le ministère chargé de résoudre la crise était censé atteindre simultanément deux objectifs contradictoires : défendre les intérêts économiques des agriculteurs et de l'industrie alimentaire, et protéger la santé publique contre **les risques d'origine alimentaire**. On sait que le gouvernement britannique privilégia le premier objectif au détriment du second, en jouant l'apaisement, en minimisant l'intervention de l'État et les dépenses publiques. En transformant les vaches en carnivores par l'intermédiaire des farines animales (insuffisamment chauffées et issues parfois d'animaux malades), cette affaire fera de nombreux dégâts sanitaires et financiers.

Les technologies s'en mêlent

L'analyse porte aussi sur des technologies utilisées à l'heure actuelle.

L'université de médecine de Padoue (Italie) a mis en évidence l'augmentation du risque de cancer des nerfs crâniens pour les utilisateurs intensifs de **téléphones portables**. D'autres études aboutissent à des résultats



similaires. Et pourtant, l'OMS estime qu'à ce jour (en 2011) « il n'a jamais été établi que le téléphone portable puisse être à l'origine d'un effet nocif pour la santé ». En France, le comité « scientifique » de Bouygues Telecom a rejeté en 2008 tout risque lié aux ondes. Ce rapport a reçu la caution de l'Académie de médecine, qui l'a publié!

De nombreuses études concernant les effets néfastes des organismes génétiquement modifiés ont été menées, notamment celle conduite récemment par G.-E. Séralini. D'où une levée de boucliers de la part du milieu (à entendre au sens de mafia). Alors qu'aujourd'hui les risques des OGM sont

officiellement évalués par l'Autorité européenne de sécurité alimentaire, qui s'est distinguée depuis de nombreuses années par la proximité scandaleuse de ses membres avec les industriels.

Les **nanotechnologies** représentent un marché potentiel de dizaines, sans doute de centaines, de milliards, dans de nombreux secteurs. C'est pourquoi la recherche sur les risques stagne. « Les décideurs politiques doivent fixer le cap et réglementer la manipulation des nanomatériaux, de telle sorte que nous ne perdions pas les énormes possibilités offertes par cette technologie. » C'est ce que déclare le directeur de la recherche de BASF. C'est ce géant de la chimie

qui vient de lancer, en Allemagne, une « vaste étude sur les risques sanitaires des nanotechnologies »! C'est comme si on confiait une analyse des méfaits du Mediator aux laboratoires Servier, du risque nucléaire à Areva ou des cancers de l'amiante au secteur du BTP. Et pourtant des recherches ont montré que les nanoparticules peuvent provoquer des lésions de l'ADN et la formation d'aberrations chromosomiques. En attendant mieux.

De nombreux autres domaines pourraient être évoqués où l'on retrouverait les mêmes méthodes: avertissements ignorés ou écartés, lanceurs d'alerte systématiquement discrédités dans leur travail, réduction de la capacité de la contre-expertise, inaction coupable des décideurs politiques, dissimulation ou ignorance de l'existence de risques potentiels... dans le seul but de privilégier le profit à court terme, de protéger des intérêts économiques. Parce que la guerre commerciale exige que les technologies soient approuvées plus vite que par le passé, d'où une possibilité de propagation rapide et accrue des risques. Parce que la rentabilité passe avant la vie humaine: dans le cas de l'amiante, la longueur de l'intervalle entre l'identification du problème spécifique et la mise en œuvre effective de l'action atteint un siècle!

Pour une ordonnance plus sévère

Ce rapport a le mérite de poser un regard critique sur la connaissance scientifique, sur l'incertitude et les activités humaines. Bien entendu, ses recommandations se situent dans le cadre social, économique et politique existant (utilisation plus large du principe de précaution, approche plus globale des systèmes environnementaux et biologiques, nouvelles formes de gouvernance impliquant les citoyens dans les choix effectués en matière d'innovation, fiscalité et indemnisation des dommages causés aux victimes et à l'environnement, etc.). Or parce que les enjeux sont considérables (la préservation de l'environnement et l'état de santé des espèces et des écosystèmes qui en dépendent, et donc

l'influence de ces risques sur nos vies), l'ordonnance doit être plus sévère : le renversement du capitalisme et de l'État est incontournable. Mais si cette exigence constitue une condition nécessaire, elle ne saurait non plus suffire. Notamment, la science elle-même doit être questionnée. Face à une réalité difficile à appréhender, c'est-à-dire une dynamique de systèmes complexes et parfois chaotiques, caractérisés par des notions telles que les boucles de réaction, de synergies, de seuils, d'équilibre/instabilité et liés par des chaînes causales plurifactorielles et interdépendantes, la science doit faire preuve de plus d'humilité, de moins d'orgueil. Elle trouve d'ailleurs de moins en moins le moyen de réparer ses erreurs.

Certes, il est difficile d'évaluer les avantages et inconvénients globaux de l'action ou de l'inaction, qui impliquent des considérations éthiques et économiques. Certes, il peut se manifester une prudence excessive, une application maximaliste du principe de précaution qui peuvent s'avérer coûteuses. Mais il semble que l'on assiste depuis quelque temps à une collusion entre le pouvoir de l'économie, de la finance et celui de la science, au nom de la lutte contre «l'irrationalité», contre la «peur du changement», contre «l'ignorance et la superstition». On n'arrête pas le progrès!

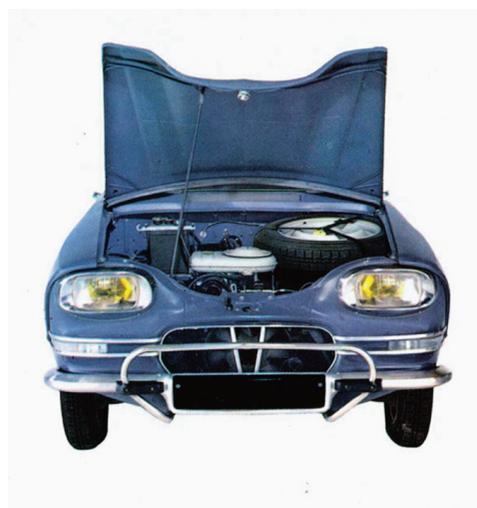
Qu'il s'agisse de *Le ciel ne va pas nous tomber sur la tête* (Société de géographie), de *L'apocalypse n'est pas pour demain* (B. Tertrais), de *L'Inquiétant Principe de précaution* (G. Bronner); qu'il s'agisse des élucubrations de C. Allègre, de L. Ferry, de B. Lomborg, ou encore des rapports des Académies de médecine et des sciences, on perçoit, à la lecture, un même déni de la réalité, un même optimisme béat à la fois dans le génie humain et le caractère illimité des ressources naturelles: la croissance assure l'émancipation et la science ouvre des perspectives exaltantes!

Il importe ici de dénoncer l'imposture des Académies des sciences et de médecine. Leur palmarès, depuis un quart de siècle, est éloquent et révélateur des positions conservatrices, pour ne pas dire réactionnaires, et souvent hors de toute considération scientifique, d'une doxa rigide et intouchable, entièrement dévouée aux entreprises agrochimiques qui la «subventionnent». L'Académie des sciences minimise les risques des dioxines, se montre favorable à l'exploration des gaz de schiste, désavoue les travaux de G.-E. Séralini sur le maïs OGM, prétend que les écrans sont bénéfiques pour les enfants s'ils sont régulés (comme les marchés?) et adaptés. Pour sa part, l'Académie de médecine nie publiquement les risques de l'amiante (des milliers de morts) ainsi que l'impact des faibles doses de radiations sur l'émergence de



cancers, incrimine les éoliennes pour leur nuisance sonore supposée, invite à relativiser l'impact des particules fines sur le cancer du poumon alors que le diesel vient d'être classé cancérigène, et conteste une analyse de 1 800 études internationales qui évoque la responsabilité de la téléphonie mobile dans la formation de cancers et l'altération du sperme. Voici ce qu'en pense B. Sourice, journaliste à *Précaires* et militants: « Ces instances sont de véritables arcanes où se mêlent sciences et politiques, et où les effets de groupes sont indissociables du mode d'élection par cooptation entre pairs, ce qui entraîne bien des intrigues pour ces chevaliers pas toujours verts. »

Comme si la multiplication des moratoires et des interdictions engendrait seulement la méfiance de l'opinion publique envers la science, la mise en cause du droit de propriété et de la liberté d'entreprendre, alors qu'il s'agit d'abord de préserver la santé, la vie. Tous ces propos, le plus souvent arrogants,



haineux, semblent sous-tendus par le vieux fantasme de domestication de la nature, la vision anthropocentrique de l'humain situé au sommet de l'échelle du vivant qu'il soumet à sa seule volonté. Ils paraissent même cautionner les projets délirants de la technoscience, ce « marteau sans maître à la masse croissante et au mouvement accéléré », selon Castoriadis. La finalité étant peut-être l'«amélioration» de l'humain en combattant ces «misères et fatalités» que sont la brièveté de la vie, la vieillesse, la

maladie, le handicap, les limites des forces du corps et de l'intelligence. Nul doute que cette «augmentation» de l'humain aille dans le sens, non d'une émancipation, mais dans celui d'une normalisation, d'un formatage. Traçabilité. Code-barres. « Un immense troupeau sans intérêt au service d'une petite élite autoproclamée. »

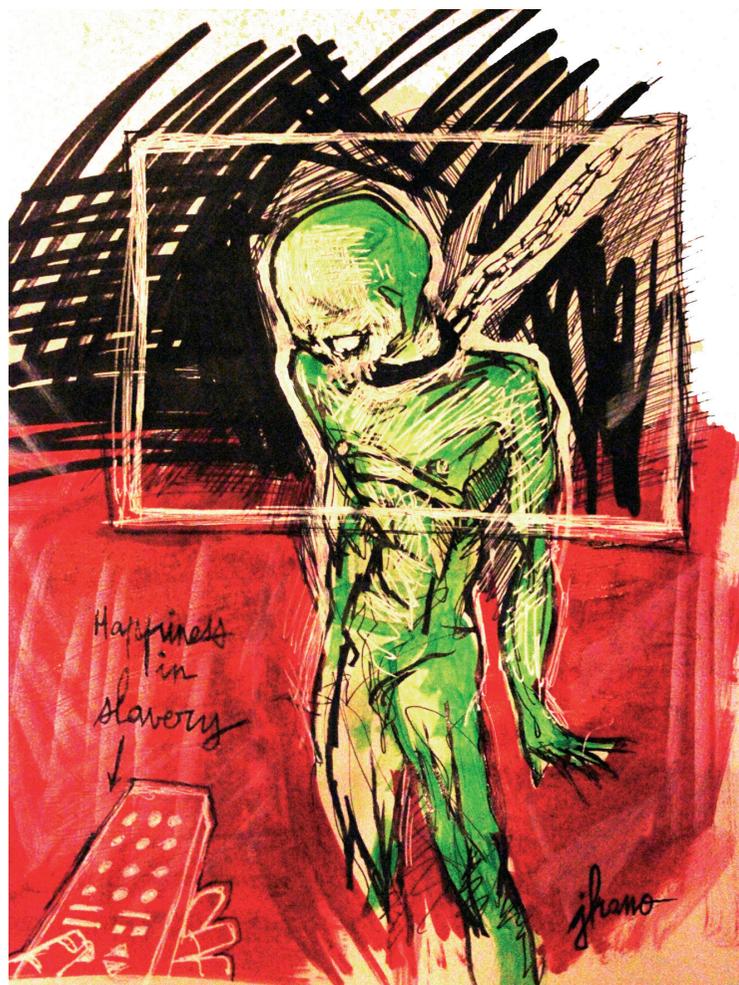
L'innovation remplit des fonctions associées au progrès: mythe du renouveau, étonnement continu, tentation du vertige, propension à la démesure, illusion d'immortalité à travers la recherche de l'excellence. À la fois creuset idéologique et miroir aux alouettes, en définitive au service du profit. Parce que la machine capitaliste ne peut se maintenir en mouvement que par une fuite perpétuelle en avant: nouveaux objets de consommation, nouvelles méthodes de production et de transport, nouveaux marchés, nouveaux types d'organisation matérielle.

Cynisme ou aveuglement ?

Le message qui semble être adressé par tous ces apôtres de la méthode Coué, c'est qu'il n'y a pas le choix, qu'il faut accepter les risques d'une innovation, d'une croissance en dehors desquelles il n'y a pas de salut, qu'il faut accepter le caractère inéluctable des sacrifices imposés par la compétition économique mondiale. Relever les défis, les challenges! Maintenir la confiance pour éviter la panique. Et de toute façon, la population ne doit pas se mêler de ce qui la regarde. Or, comme l'exprime I. Stengers (*Au temps des catastrophes*): « Les prévisions les plus pessimistes produites par les simulations gagnent en probabilité. »

On connaît désormais les conséquences souvent dramatiques de l'innovation technologique, mais on est priés de faire semblant de croire que la situation finira par s'améliorer. S'il n'a jamais été question de rejeter en bloc le progrès technique, force est de constater qu'il constitue un pilier essentiel du capitalisme, et par conséquent ceux qui prônent la poursuite aveugle de ce «progrès» contribuent à renforcer les structures dans lesquelles il se développe. L'informatique aujourd'hui, les nanotechnologies demain constituent les meilleurs outils de contrôle, de répression et d'exploitation. Cette effervescence permanente contribue, en outre, à dissoudre la conscience politique. Comme l'exprime F. Cros (*L'Innovation à l'école: forces et illusions*): « L'innovation modifie les objectifs de l'institution alors que la révolution remet fondamentalement en cause les pouvoirs. » Il devient urgent, pour les peuples, de se réapproprier, non seulement les richesses matérielles, mais le savoir et le pouvoir de décider. Penser par soi-même sans recourir aux prothèses artificielles. **J.-P. T.**

Les petits hommes verts, le **Hollandais**, et le silence éternel de ces espaces infinis



JE N'AI RIEN CONTRE LA HOLLANDE. Je n'ai rien contre les Hollandais. Mais il va falloir quand même demander à Sa Majesté Béatrix, reine des Pays-Bas, de priver de hareng frais l'un de ses sujets. Un entrepreneur. On sait que l'entrepreneur est une espèce nuisible, en général venimeuse. Les Pays-Bas, depuis leur bien nommé Siècle d'or, sont un écosystème favorable aux entrepreneurs, qui y poussent comme champignons sur les bouses. Shell, qui massacre le delta du Niger? Société néerlandaise. Endemol, qui massacre les cerveaux des imbéciles? Société néerlandaise. Endemol? Oui, la télé-réalité. Loft Story, Secret Story, La Ferme des célébrités, Star Academy, La Roue de la fortune, Fasila Chanter. Le «leader français des producteurs de flux» est néerlandais. On s'en fout? Oui. C'était juste pour introduire le plus spectaculaire des nouveaux concepts de télé-réalité. On s'en fout? Non. Un entrepreneur hollandais, donc, soucieux d'écraser Endemol, propose un concept de télé-réalité qui mérite l'attention des lectrices du *Monde libertaire*. Je prouve ce que j'avance. Ce monsieur affirme qu'il rêve de coloniser Mars. Du point de vue technologique, la chose est possible, avec beaucoup d'efforts, et surtout beaucoup d'argent. Comment s'y prendre pour que des flots d'argent viennent irriguer les

canaux de la planète rouge (et accessoirement, les canaux au bord desquels vit notre Hollandais)? Simple. Il suffit de filmer l'aventure de A à Z, sous le format d'une émission de télé-réalité. À ceci près que les candidats devront s'engager pour la vie, il n'y aura pas de retour prévu. La conquête spatiale et la télé-réalité ont en commun une structure gladiatoire. Seuls les plus durs survivent et le spectacle captive l'attention des masses. On mourait plus chez les gladiateurs que chez les astronautes, et la télé-réalité n'a encore envoyé personne *ad patres* (question de législation, il suffirait de demander quelques changements dans quelques textes), mais dans les trois univers le plaisir consiste à contempler le succès des gagnants, et donc l'écrasement des perdants. Passons à présent à une analogie en apparence plus audacieuse, mais des plus justifiées, qui assimile notre Hollandais à Hitler. Ce n'est pas aux lectrices du *Monde libertaire* que quiconque apprendra qu'une entreprise capitaliste est, du point de vue politique, du point de vue de l'articulation des relations de pouvoir, une dictature. Au sens le plus étroit, le plus concret, le plus littéral, le moins polémique du mot. Une entreprise est soumise aux ordres de son créateur, puis de son chef. L'autorité réside dans une seule personne,

puis descend en cascade hiérarchique. Les entrepreneurs sont des dictateurs. Et ne perdons pas notre temps à démontrer l'évidence, que les univers télé-réalistes sont des éloges à peine déguisés des univers totalitaires, version consumériste postmoderne. Revenons à nos moutons. Hitler, en bon dictateur, en bon entrepreneur, ne voyait le monde qu'à travers son désir de domination. Le monde devait lui servir à immortaliser son moi, sous la forme du Reich de mille ans, et grâce à des millions de cadavres. Quelles limites à ce Reich de mille ans? Ma foi, étant donné l'état de la technologie en 1933, imaginer que l'Europe de l'Est et la Russie entière deviendraient l'espace vital de la race des seigneurs témoignait d'autant d'ambition qu'imaginer, en 2013, la planète Mars servant de studio à *Rocket Story*. Voilà pourquoi reprocher au Batave déchaîné sa pyramidale vulgarité, son homicide vanité, sa fierté de cafard droit dans ses antennes, serait une grave erreur. Il faut le remercier. Le remercier de montrer avec tant de franchise que le capitalisme veut tout. Que rien n'est à nous, tout est à eux.

Nestor Potkine

qui, décidément,
n'a pas envie d'aller au Ciel.

Enterrement les fantômes

Ressusciter les révolutions

Chronique raisonnée sur une renaissance libertaire à La Havane (suite et fin)

Marcelo «Liberato» Salinas

Traduction de Miguel Chueca

La croûte tenace du colonialisme

Dans cette perspective, notre activité commença à ouvrir des voies, des voies qui commencèrent à construire une pensée, et ainsi de suite... Notre modeste activité en autonomie et dans des réseaux d'entraide nous permettait de surmonter les dilemmes des efforts collectifs antérieurs comme le «Projet Paideia». Voilà ce qu'en disait Iván de la Nuez, un de ses protagonistes : «Il s'agit de savoir si la culture cubaine arrivera, par une voie institutionnelle, à une synthèse démocratique qui contienne la pluralité conflictuelle de ses éléments ou si chacun de ces derniers armera sa propre légion pour la faire aller vers sa dissolution infinie.»

Pour nous et pour les logiques d'organisation et de pensée que nous étions en train d'élaborer, notre tâche de reconstruction sociale d'autonomie ne passait en aucune façon par une contribution à une administration démocratique de la pluralité conflictuelle de la culture cubaine. En premier lieu, parce que nous tombâmes tous rapidement d'accord sur le fait qu'il ne s'agissait pas de nous soucier de la réforme du type d'administration de la sphère culturelle, mais de doter d'un contenu libertaire et anticapitaliste l'organisation de groupes autonomes et solidaires, qui donneraient un nouveau sens au projet de socialisme à Cuba. En second lieu parce que nous ne pensions pas que la «culture cubaine» fût le centre de notre action, mais bien plutôt le sujet populaire et prolétaire cubain, avec ses aliénations, ses insolidarités et son atomisation.

«Pour nettoyer la croûte tenace du colonialisme...», cette strophe magnifique du poète communiste Rubén Martínez Villena devint peu à peu la boussole d'une bonne partie de notre activité sociale, insufflant de nouvelles significations à ce texte. Si, pour les anti-impérialistes traditionnels, le «colonialisme» n'est associé qu'à la domination coloniale espagnole et yankee à Cuba, pour nous, ce mot se mit à désigner tout ce qui, dans l'ordre national révolutionnaire et socialiste,

reproduit la logique coloniale : les hiérarchies du commandement, le verticalisme, le racisme, l'homophobie, l'eurocentrisme honteux, l'élitisme et, à côté de tout cela, la négation tantôt latente et tantôt manifeste (selon l'utilité qu'y voient les anti-impérialistes au gré de leurs intérêts tactiques) des contenus populaires et prolétaires de l'histoire cubaine.

En l'honneur de la confrérie Abakuá

Tout cela devint peu à peu plus clair pour nous-mêmes, dès le moment où quelques-uns d'entre nous entrèrent en contact avec Tato Quiñones, un militant social reconnu et vétéran, pour travailler à la récupération pour le présent de la date du 27 novembre 1871. Jour de deuil pour la société cubaine, où le Corps des volontaires espagnols fusilla impunément huit jeunes étudiants en médecine, issus des classes aisées cubaines, pour le simple fait d'être ce qu'ils étaient, face à l'impuissance et au silence honteux de la société bourgeoise et raciste de La Havane de cette époque.

Une histoire nationale pénétrée par un colonialisme et un eurocentrisme persistants et centenaires escamota la tentative de sauvetage de ces jeunes gens par un groupe de Noirs, issus de la confrérie Abakuá – une fraternité populaire d'origine africaine, mais où les Blancs étaient présents en nombre –, lesquels, face au danger de mort où était l'un des frères, s'immolèrent devant les murs de la prison du Prado à La Havane.

En action directe, un 27 novembre 2006, sans en demander la permission à personne ni recevoir d'autorisations officielles, neuf d'entre nous décidèrent d'intervenir artistiquement sur un mur de La Havane, face au musée de la Révolution, plus ou moins là où, au dire de la police espagnole, on avait trouvé le corps de l'un des Abakuá anonymes. Ce qui avait commencé comme une action de fous marginaux est devenu une célébration populaire très populaire, qui a uni dans une relation fraternelle et fructueuse les Abakuá et la «Cátedra Haydee



Santamaría», le Groupe d'action poétique «Shekendeke» («Cœur»), la *Cofradía de la Negritud* (Confrérie de la négritude), les projets de la *Red Observatorio Crítico* (Réseau Observatoire critique), qui a donné lieu au Groupe «Anamuto» («tête», en brícamo, la langue rituelle Abakuá).

En relation organique avec ces actions, il y eut d'abord la participation à la Journée des travailleurs puis la récupération libertaire de cette célébration. L'action naquit des rencontres organisées au cours de sa seconde étape par La «Escuelita», dans le parc de «H y 21»¹ situé en centre-ville, auxquelles participèrent de nombreux compañeros de la faculté des sciences nucléaires et de médecine. Le 1^{er} mai 2008, ils exhibèrent un calicot splendide, sans doute jamais vu pendant des décennies à Cuba, avec les phrases «À bas la bureaucratie!», «Vive les travailleurs!», «Toujours plus de socialisme!». Ce fut là le stimulant le plus puissant pour incorporer cette date au travail collectif, pour récupérer et développer son sens libertaire original.

Raviver le «concept de révolution»

C'est pour cela que le 25 avril 2010, nous avons mis en œuvre au sein du Réseau Observatorio Crítico la première activité du Taller Libertario (Atelier libertaire) Alfredo López, intitulée précisément «Les origines libertaires du Premier Mai», qui représenta pour nous une forte incitation à nous organiser et à participer de façon plus décidée et plus visible au déroulement de cette année. ¡Lucha tu yuca taíno! le titre homonyme d'une chanson du grand trovador Ray Fernández, «Socialisme = Démocratie», «La bureaucratie à la poubelle!» :

ce sont là quelques-uns des slogans inscrits sur les calicots que nous avons exhibés ce jour-là, qui se termina par de contagieux roulements de tambour, auxquels participèrent des dizaines d'étudiants et de travailleurs dans un coin de la Plaza de la Revolución.

Dès lors, regroupés dans le petit Réseau Observatorio Crítico de collectifs et d'individus qui pratiquent l'autonomie à partir de sujets d'intérêt spécifique, nous avons mis l'accent sur la solidarité, l'entraide et la cohésion en respectant le principe de la liberté de chaque individu et de chaque groupe, sans dirigeants ni dirigés, ce qui, au fil des années, nous a permis de maintenir, bien qu'avec des hauts et des bas, un certain niveau d'activité. Cette combinaison de facteurs nous a donné l'occasion d'enterrer le fantôme de la tentation partidaire, avec ses hiérarchies et ses impositions disciplinaires, qui ne sont pas une solution aux problèmes engendrés par l'activité volontaire, la libre association et les périodes d'inactivité qu'elles suscitent toujours. Cela nous a menés à l'examen d'un thème dont nous n'avons pas discuté explicitement dans nos espaces, mais qui a été envisagé d'une manière ou d'une autre, qui est celui de la notion de «révolution». Au cours d'une des sessions du V^e Observatorio Crítico, la compañera Yasmín Portales avait déclaré ceci :

«Nous devons développer jusqu'aux dernières conséquences les droits que nous nous sommes donnés nous-mêmes avec la révolution.» Cette phrase n'est pas une citation textuelle de ce qu'elle affirma alors, mais je crois qu'elle en rend bien l'intention. Récupérer le sens libérateur du concept de «révolution» (non exclusivement libertaire, bien que, évidemment, il



le contienne aussi) a été un des principaux objectifs envisagés par une bonne part de l'activité du Réseau Observatorio Crítico et cela a donné à notre discours une pertinence notable, surtout quand il a fallu faire face au discours officiel et à ses agents de contrôle qui monopolisent, pour l'ordre et la gouvernance, le concept de «révolution» comme euphémisme indécrot qui occulte l'État.

Il est temps à présent de revendiquer aussi le sens libérateur de ce même concept de révolution, face à ce conservatisme *light*, faussement sérieux et faussement intellectuel, qui est en train de s'esquisser dans un secteur de la société cubaine actuelle, avec des figures aussi dissemblables que Silvio Rodríguez, déclarant récemment être un «*évolutionnaire plus qu'un révolutionnaire*», et le chanteur David Blanco avec la chanson de son disque dont le refrain annonce que «*l'ère de l'évolution est arrivée...*», ou encore ces membres plus jeunes des familles de l'élite bureaucratique et militaire qui découvrent, de façon suspecte, les antennes de la liberté individuelle et du libre marché, où, bien entendu, tout concept de «révolution» dégage des odeurs insupportables pour leurs narines trop sensibles, comme celles d'un chien mort.

Si, comme le *compañero* Lappo Verti l'a déjà signalé, le «projet révolutionnaire» contient en lui-même l'empreinte de la contre-révolution, en conférant à un sujet dépersonnalisé la légitimité et la capacité de faire dépendre l'existence des êtres humains d'un plan général élaboré par d'autres, en revanche il est essentiel de cultiver l'«esprit révolutionnaire» pour dépasser les dominations centenaires et les «transdominations» actuelles. Pour faire de cet esprit un mur d'énergie et de lucidité et, pour éviter, comme l'a noté Rodrigo Mora, la dégradation morale quotidienne qu'implique la vie dans ce monde capitaliste (avec ses mille et une variantes) et empêcher que notre esprit se satisfasse de ce qui existe. L'esprit révolutionnaire cesse d'être une abstraction utile aux conversations entre de tristes militants pour devenir une gymnastique d'hygiène personnelle, intellectuelle et morale qui nous élève, nous rend meilleurs et plus dignes comme êtres humains face au quotidien.

Vers une autogestion sociale

Reste encore la brûlante question de savoir quelles formes organisationnelles sont les plus appropriées pour garder en vie cet esprit révolutionnaire. Si, par notre propre expérience et par tout le fond d'accumulation universelle que nous laissent les partis, depuis les socialistes, les communistes, de libération nationale, etc., jusqu'au plus récent NPA français, nous avons déjà pu juger de leur inefficacité, il n'est pas non plus très révolutionnaire de travailler exclusivement à la construction d'une fédération anarchiste cubaine qui, comme toujours, pourrait être un instrument utile pour de nombreuses

choses, mais pas pour bien d'autres. Par ailleurs, l'expérience anarcho-syndicaliste, avec des référents comme les IWW, la CNT ou la Confédération nationale ouvrière de Cuba, avant de passer sous la domination des communistes du pays, nous offre une possibilité de repenser et d'identifier aujourd'hui quelles sont les potentialités anticapitalistes qui restent encore aux organisations ouvrières et comment les faire entrer en contact avec les mouvements sociaux anticapitalistes d'aujourd'hui.

Outre l'objectif de créer des espaces d'autonomie et d'autogestion sociale à Cuba, se pose aujourd'hui la question de redonner de la force à une nouvelle signification communiste et anarchique au travail, après l'échec fracassant des tentatives pour créer l'«homme nouveau» promues par Che Guevara, sur la base d'une administration centralisée de stimulants matériels et moraux. L'histoire récente nous montre qu'aucun dirigeant révolutionnaire, aussi exemplaire qu'il soit, ne peut remplacer le surgissement d'une sociabilité prolétarienne et populaire qui débouche sur une nouvelle culture communiste, mais les groupes autonomes de travailleurs ne peuvent pas y parvenir à eux seuls. Sans une interaction horizontale avec leur entourage social communautaire, les collectifs ouvriers peuvent aussi transformer les gens en consommateurs passifs et captifs de leurs plans de rentabilité productive, et dériver de la sorte vers un capitalisme ouvrier semblable à celui qu'on a connu en Yougoslavie.

À Cuba, les instances locales et communautaires qui pourraient intervenir en tant que responsables d'une autogestion sociale qui irait au-delà de la simple autogestion ouvrière des entreprises sont dans un état de mort chronique, administrée par une caste parasitaire qui vit de la phraséologie creuse de l'autogestion sociale. Contribuer, en tant qu'anarchistes, à la mort définitive de ces instances serait le service le plus amusant que nous pourrions rendre à la reconstruction du capitalisme cubain. Les principes d'autonomie sociale, d'autogestion productive et d'anarchie spirituelle doivent se fonder dans toutes ces instances que le monde populaire cubain est disposé à récupérer. Nous, libertaires, nous devons être présents, tout prêts à enterrer les fantômes et à ressusciter les révolutions...

M. I. S.

1. Parc situé dans le quartier du Vedado de La Havane. Il est nommé ainsi parce qu'il se trouve à l'angle des rues H et 21. (NdT.)

L'être humain et le darwinisme

LE FASCISME NAÎT EN TANT QU'IDÉOLOGIE au XIX^e siècle, quand le capitalisme devient le système dominant, en France avec Gobineau et en Allemagne avec Weismann qui élabore sa théorie dite de darwinisme social où le social serait génétique, théorie qui va justifier l'organisation fasciste de la société comme modèle idéal de l'évolution et qui fondera le délire d'une race supérieure qui devrait exterminer les autres races.

Le néodarwinisme réduit l'être humain au génétique pour justifier une sélection dite naturelle des meilleurs qui seraient définis par la société actuelle avec ses valeurs, légitimant ainsi la société.

Or Darwin n'inclut pas l'être humain dans sa théorie de l'origine des espèces. Il dit que l'être humain a conscience de ce qu'il fait, qu'il a des outils fabriqués et que pour le comprendre il faut s'intéresser à la psychologie. Il distingue donc l'être humain de l'animal.

Aujourd'hui, on parle de phylogénèse, évolution globale des espèces, d'ontogénèse, évolution d'une espèce, les hominidés en particulier avec l'accroissement du volume cérébral, puis d'épigénèse, évolution individuelle



avec l'*homo sapiens sapiens* où l'acquis supplante l'inné génétique. Le social n'est pas génétique mais une création acquise, d'où ses multiples formes.

Kropotkine a montré que l'être humain sortait de la simple loi de la survie de Darwin grâce à l'entraide comme facteur d'évolution. D'autre part, l'acquis supplante l'inné génétique avec l'être humain qui n'est plus soumis à la sélection naturelle. Une société humaine civilisée ne laisse pas mourir les plus faibles et les plus inaptes. Elle les aide et leur permet de se reproduire. Contrairement à l'animal, la société humaine, non marquée par le génétique, est un phénomène acquis, a évolué, comme des évolutions individuelles acquises.

C'est oublier aussi la psychanalyse et ce qu'elle nous apprend sur l'évolution de l'être humain pendant son enfance et qui va le marquer à l'âge adulte. C'est un éclairage sur ce qui se joue dans l'inconscient dans nos sociétés. L'être humain projette sur la société ses problèmes psychiques et en même temps la société influence l'évolution des processus psychiques.

Jean Monjot

Darwin, *L'Origine des espèces*, Éditions Gérard & Cie, 1973.

Die Neue Schule Hamburg

Vers l'école de la liberté

DEPUIS SIX ANS MAINTENANT a ouvert à Hambourg (grande ville du nord de l'Allemagne) une école qui, pour les résidentes de la France tout comme celles et ceux d'Allemagne, remet en cause les normes de l'éducation traditionnelle.

Expériences et innovations – à l'instar de beaucoup d'autres choses – n'ont aucune frontière, mais les mœurs et les systèmes d'organisations différents à travers le monde imposent une autre vision de la notion «alternative»; ceci nous fait réfléchir sur la possibilité, ou non, de l'universalité d'un modèle scolaire permettant l'acquisition de l'autonomie et du libre arbitre à travers une institution.

Quoi qu'il en soit, la Nouvelle École de Hambourg (NSH) – proche, dans son fonctionnement global, du lycée expérimental de Saint-Nazaire par l'absence d'emploi du temps (remplacé par des ateliers choisis), le non-regroupement en classe annuelle (conséquence des ateliers plus ou moins longs), et la mise à bas des notes (au profit de commentaires et d'acquis) – compte, de manière journalistique, quatre-vingt-cinq élèves de 6 à 16 ans. Une cantine est également présente et tenue par enseignants et élèves, et

lorsqu'un problème survient une assemblée de l'école (*Schulversammlung*) est convoquée afin de discuter de nouvelles règles à adopter ou à supprimer. L'écoute, l'échange, la liberté sont donc les maîtres mots de la cohésion de cette structure.

Mais des règles plus strictes répondent à l'inquiétude des parents qui se demandent – comme le relate l'enseignante Daniela Schaal dans *Der Spiegel* – «si leurs enfants vont apprendre assez chez nous»*. L'obligation d'être présent à l'école trente-cinq heures par semaine est une des réponses trouvées.

Cette école est, encore une fois, une réponse à la pression du système qui laisse de côté tous ceux qui ne peuvent se normaliser, de l'élève en manque de liberté à celui qui a de réelles difficultés, en passant par un pourcentage non négligeable de ceux que l'on aime à nommer «zèbres» au lieu «d'enfants surdoués».

Il me faut enfin vous spécifier quelques points gris et noirs de la «réussite» d'une telle entreprise : le premier est la nécessité de la participation de la chanteuse Nena à la fondation de l'école, ceci ayant entraîné une publicité considérable qui s'est conclue par la mise en place, à la rentrée dernière, d'une

«petite liste d'attente»* ; le deuxième est la participation financière de chaque famille, à raison d'environ 240 euros par mois pour une partie de l'autofinancement de cette école privé (*Privatschule*), même si des solutions sont possibles pour faire baisser le prix ; et, troisième point, les quelques aides publiques et les donations qui permettent l'autofinancement complet mais peuvent aussi remettre en cause une parfaite autonomie.

Cette école, «c'est comme si on habitait une ville, qui ne serait sur aucune carte»*, raconte Valeska, 13 ans lors de l'interview (2012) au magazine *Der Spiegel*. C'est maintenant à nous de faire en sorte que ces alternatives à l'enseignement de masse deviennent les éléments principaux des cartes de demain !

Une parole libre

*. Traduction à partir de l'article de *Der Spiegel* : <http://www.spiegel.de/schulspiegel/nenas-privatschule-demokratie-an-der-neuen-schule-hamburg-a-864354.html>

Pour plus d'informations en allemand sur l'école : <http://www.neue-schule-hamburg.org/>

Francisco Ferrer

Une éducation libertaire en héritage

Sylvain Wagnon signe un nouvel ouvrage¹ sur Francisco Ferrer. Il ne s'agit pas d'une nouvelle biographie du pédagogue anarchiste, mais d'une tentative réussie visant à nous donner quelques clés de compréhension de «l'homme foudroyé» et de son œuvre pédagogique. Il s'agit de mieux percevoir Ferrer dans une triple dimension et de mieux mesurer « quel pédagogue, quel anarchiste et quel libre penseur » (p. 7) il fut, en évitant le piège du «pédagogisme» qui consisterait à découpler l'action éducative de Ferrer de son activité de révolutionnaire. L'auteur rappelle à maintes reprises les liens étroits du pédagogue avec le milieu libertaire, afin d'éviter, comme ce fut le cas après son assassinat par les sabreurs et les curés, une récupération de Ferrer en le transformant en icône républicaine, en un simple « progressiste laïc » (p. 136). En effet, si Ferrer ne fut pas toujours anarchiste lorsqu'il le devint, aucun doute n'est permis quant à son engagement sur ce terrain. À preuve, ces liens avec les Français Malato, Grave, Charles-Ange Laisant... ou les Espagnols Anselmo Lorenzo ou Tarrida del Marmol... dont la fréquentation fut sans doute déterminante, ou encore sa participation aux côtés des anarcho-syndicalistes à la fondation du journal *Huelga General* (Grève générale). Journal dont le titre rappelle le choix tactique d'une très large part du mouvement anarchiste ibérique.

Sylvain Wagnon souligne à plusieurs reprises, en s'appuyant sur les textes de Ferrer, en particulier ceux de *La Escuela moderna*, quelques caractéristiques de sa pédagogie, largement héritière de la pensée de Paul Robin et de l'orphelinat de Cempuis dont Ferrer se réclame sans ambiguïté. Comme Robin, il prône une pédagogie intégrale du cerveau et de la main visant à faire des individus équilibrés, une pédagogie de la raison et de la science afin de lutter contre toutes les superstitions, celles des Églises et celles des États fussent-ils républicains, une pédagogie de la distance critique, du libre examen permettant à chacun de se choisir un destin et de faire « œuvre de soi-même » dans le cadre d'une école « hors des pouvoirs étatique et théocratique » (p. 13). En d'autres termes hors « de la saleté catholique [qui] domine l'Espagne » (p. 19) en ce début du xx^e siècle. Mais l'école libertaire n'a pas vocation non plus à devenir une « pouponnière d'anarchistes » (p. 79) car elle se refuse à toute forme d'endoctrinement visant à former « l'homme nouveau » imaginé par les utopies autoritaires.

L'auteur rappelle avec force à plusieurs reprises trois traits fondamentaux du projet

éducationniste libertaire dans lequel le projet de Ferrer s'inscrit. À savoir: l'articulation étroite entre la pédagogie et l'émancipation sociale, l'éducation étant considérée comme un des leviers essentiels de la transformation révolutionnaire de la société; projet éducatif holiste qui ne s'arrête pas à l'enfant mais qui s'adresse à toute la société, l'école moderne est de facto « un système » puisque s'y développent aussi une maison d'édition, des conférences dominicales (pour les adultes), des bibliothèques et des espaces pour les associations ouvrières. Bref, une sorte de « maison du peuple » (p. 57); une pratique internationaliste avec la création et l'organisation d'une Ligue internationale de l'éducation rationnelle et de son organe de presse *L'École rénovée* (p. 97). Enfin, Sylvain Wagnon afin de réfuter certaines critiques de Ferrer pédagogue qui de fait ne pratiqua jamais comme « éducateur » dans l'école moderne qu'il créa, réaffirme avec justesse qu'il fut surtout un créateur d'espace pédagogique où sa pensée pouvait être mise en œuvre. Il rappelle aussi que la pensée Ferrer en matière d'éducation aurait pu être davantage élaborée et peut-être aboutir s'il n'avait pas été fusillé en 1909 dans les fossés de Montjuich.

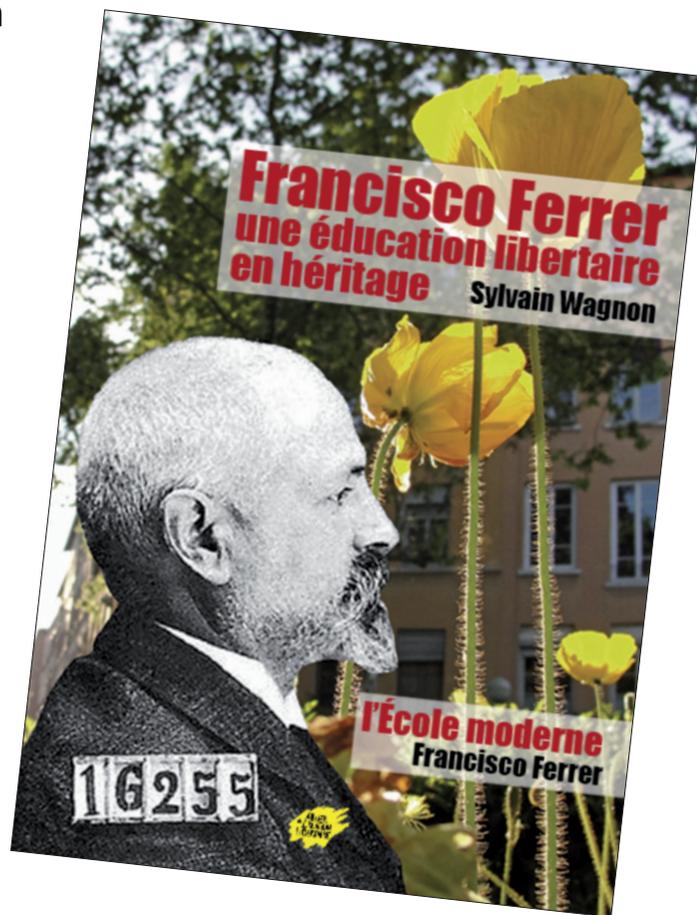
Si j'ai surtout évoqué Ferrer pédagogue, une large place de l'ouvrage est consacrée à des facettes moins connues de son existence comme son exil en France, son analyse clairvoyante de l'école républicaine, son

engagement (critique) dans la franc-maçonnerie spéculative tant en France qu'en Espagne, sa militance néomalthusienne, là encore dans la proximité de Robin car pour les deux hommes « la limitation des naissances pourrait offrir aux enfants des classes les plus défavorisées les conditions les plus aptes d'existence et d'épanouissement individuel » (p. 43). Enfin, s'il faut retenir quelque chose chez Ferrer, c'est cette recherche permanente de « convergence du combat social et du combat pédagogique » (p. 154). Ce livre est donc un bon moyen de découvrir tous les aspects de la vie et du parcours d'un militant du républicanisme à l'éducationniste anarchiste.

Le texte de Sylvain Wagnon est clos par une très complète bibliographie des écrits de Ferrer et des sources utilisées. Mais l'ouvrage ne s'arrête pas là. Il se poursuit par une nouvelle et précieuse traduction française intégrale de *La Escuela moderna* (L'École moderne) due à Veronica Bouzas Gonzales qui permettra aux lecteurs de se faire une idée personnelle sur l'œuvre pédagogique et sociale de Francisco Ferrer et d'exercer ainsi son droit et son devoir de libre examen.

Hugues Lenoir

1. Wagnon S., *Francisco Ferrer, une éducation libertaire en héritage*, éditions ACL, Lyon, 2013, 294 pages, à Publico, 18 euros.



Pourquoi le 8 mars ?

À l'occasion du 8 mars, de nouveau bien des médias ont évoqué la journée de «la» femme. Or, la femme n'existe pas. Nous ne l'avons jamais rencontrée. Ce stéréotype, qui procède d'une vision anhistorique, véhicule une idéologie sociale fossilisée visant à affadir la réalité et à gommer les conflits toujours présents. Le 8 mars s'inscrit au contraire dans une dynamique reliant le passé et le présent, les luttes des femmes d'autrefois et celles d'aujourd'hui.

L'origine du 8 mars remonte au 8 mars 1857 marqué par une des premières grèves de femmes qui oppose les ouvrières du textile à la police de New York qui charge, tire et tue. Cette date est toutefois contestée car aucune mention n'en est faite dans les sources américaines de l'époque. Par la suite, la journée internationale des femmes s'inscrit dans le courant socialiste et communiste. À partir de 1909, des femmes socialistes américaines

1914 qu'a lieu la première journée internationale des femmes. Le thème unificateur : «Le vote pour les femmes unira nos forces dans la lutte pour le socialisme» n'affirme pas seulement leurs convictions socialistes, mais aussi leur refus de l'enfermement au foyer, de la double morale sexuelle et leur volonté d'émancipation politique. Le 8 mars 1917, une manifestation des femmes de Petrograd «Pour le pain, contre la guerre et le tsarisme» donne le signal de la révolution russe.

Les années 1970 avec le MLF (Mouvement de Libération des Femmes) marquent un tournant important. En effet, cette période se caractérise par la mobilisation des femmes partout dans le monde qui témoigne de mouvements féministes organisés de façon autonome. Des milliers de femmes revendiquent le libre choix de la maternité et l'avortement libre et gratuit, affirmant par là même que la lutte des femmes n'a pas de frontière. Ce qui fonde cette solidarité, c'est le refus commun d'accepter le rôle et la place choisis pour les femmes. En France, le 8 mars 1976, change d'appellation et devient la journée internationale de solidarité avec les luttes des femmes dans le monde. Cette volonté des féministes de prendre leurs affaires en mains est réitérée le 8 mars 1978 par le mot d'ordre : «Nous vivrons ce que nous changerons». Le contenu du 8 mars n'est donc plus centré sur les femmes travailleuses, mais sur la situation de toutes les femmes dans l'unité de leur oppression de sexes et la diversité de leur situation sociale.

C'est en 1975 que l'ONU fait du 8 mars une journée officielle. Yvette Roudy, première ministre des Droits des Femmes fera du 8 mars 1982 une journée chômée et payée, mais cette initiative n'a pas eu de suite.

Pour les mouvements féministes d'aujourd'hui, la journée du 8 mars célèbre la mémoire de toutes les femmes dans l'histoire – et de quelques hommes – qui ont contribué par leur imagination, leur vaillance et leur persévérance, à forger cette tradition de luttes pour les droits des femmes. D'autre part, les anniversaires appellent des bilans pour mesurer les chemins parcourus et faire un état des lieux, pour reprendre son souffle et poursuivre l'action contre les inégalités et les exclusions dont sont encore victimes les femmes. Telle est la portée de la journée symbolique du 8 mars.

Réseau féministe Ruptures

Communiqué transmis par l'émission Femmes libres (chaque mercredi sur Radio libertaire de 18h30 à 20h30).



Photo tirée du formidable film de Nigel Cole
We want sex equality.

prennent l'initiative d'organiser chaque année une journée nationale des femmes pour l'égalité des droits civiques. C'est à la 2^e Conférence internationale des femmes socialistes, à Copenhague, en août 1910 que Clara Zetkin, dirigeante du Mouvement socialiste féminin allemand, s'inspirant de leurs actions, appelle à célébrer chaque année une journée internationale d'action des femmes. La décision est avalisée par le Congrès de l'Internationale qui suit. En 1911, la première journée fêtée obtient, en Allemagne et en Autriche, un succès immense. Plus de 30 000 femmes défilent dans les rues de Vienne. En 1913 et 1914, en Russie, les femmes socialistes célèbrent la journée internationale des ouvrières. Mais c'est seulement le 8 mars

5 avril et 20 avril

Albert Camus en Gironde

À l'occasion de la sortie du film *Le premier homme* de Gianni Amelio sur Albert Camus. L'association des cinémas de proximité de Gironde (ACPG) organisent des projections débats autour du thème « Albert Camus et les libertaires ».

Débats avec Wally Rosell dans :

Bazas, Le Vog, vendredi 5 avril à 21 heures; Sainte-Foy-la-Grande, La Brèche, samedi 6 avril à 15 heures; Canéjan, Centre culturel Simone-Signoret, samedi 6 avril à 20h 30; Cestas: Le Rex, dimanche 7 avril à 15 heures; Salles, Le 7^e art, dimanche 7 avril à 18 heures.

Débats avec Lou Marin :

Blanque fort, Les colonnes, vendredi 12 avril à 18 heures; Gujan-Mestras, Gérard-Philippe; vendredi 12 avril à 21 heures; Créon, Max Linder, samedi 13 avril à 18 heures; Cadillac, Le Lux, samedi 13 avril à 21 heures; Monségur, Eden, dimanche 14 avril à 15 heures; Langon, Le Rio, dimanche 14 avril à 17h30.



Jeudi 28 mars

16 h 30 > 18 heures : **Radio LAP**, l'émission du lycée Autogéré de Paris, Radio Lap, diffusera la rencontre avec le collectif antipubs les déboulonneurs qui s'est produite au Lycée Autogéré le 21 mars dernier. Musique Live avec le groupe Oberkäi.

Lundi 1^{er} avril

11 heures > 13 heures **Lundi matin, infos et revue de presse.**

16 heures > 18 heures **Trous Noirs.** « **Un monde sans faim ?** » avec Jacques Caplat, agronome, Éliane Anglaret de « Nature et Progrès », Patrick de Kochko de « Semences paysannes », Silvia Perez-Vitoria auteur de « *Les paysans sont de retour* ».

Mardi 2 avril

16 heures > 17 heures. **Un peu d'air frais.** Dernier épisode du documentaire *Un morceau de chiffon rouge*, de Pierre Barron, Raphaël Mouterde et Frédéric Rouziès (5 émissions de une heure, édité par NVO). Lorraine Cœur d'Acier (LCA) émet pour la première fois le 17 mars 1979 depuis Longwy, à l'initiative de la CGT.

18 heures > 19 h 30. **Pas de quartiers.** L'émission quinzomadaire du groupe Louise-Michel reçoit des membres du groupe féministe Les Effronté-es, autour du livre de Fatima-Ezzahra Benamar *Féminisme, Une révolution inachevée*, avec Fatima, Severine Hettinger et Viviane Perelmuter. Tous à vos postes à germanium!

Mercredi 3 avril

10 h 30 > 12 heures. **Blues en liberté.** Juke Joint blues.

18 h 30 > 20 h 30. **Femmes libres.** Pour le dixième anniversaire de sa création, Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir consacre son grand forum national à la « Citoyenneté au Féminin » le jeudi 11 avril à l'Hôtel de Ville de Paris. Un autre regard sur la citoyenneté... et le handicap. Maudy Piot sera dans les studios pour nous présenter l'association et le forum.

20 h 30 > 22 h 30. **Ras les murs.** Actualité des luttes des prisonniers



Du 11 mars au 8 avril

Paris XI^e

Expo photo *Roms, nous parlons d'hommes* (photographies de Laurent Conduché). La vente de ces photos se fera exclusivement au profit de la caisse de soutien à Publico, librairie de la Fédération anarchiste. Au 145, rue Amelot. M° Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

30 avril et 1^{er} mai

Paris XVII^e

Le Premier mai, jour Ferré sous le parrainage de Maria Cristina Diaz-Ferré et l'aide fraternelle de Radio libertaire et de la Fédération anarchiste. À l'Européen, 3, rue Biot. Tarifs pour un soir: 22 euros (tarif plein), 17 euros (groupes de 10 et +, seniors de 65 et +), 12 euros (chômeurs, étudiants, carte de Radio libertaire), 2 euros (RSA). Tarifs pour les deux soirs: 38 euros (au lieu de 44), 30 euros (au lieu de 34), 20 euros (au lieu de 24), 4 euros.

Lundi 8 et mardi 9 avril

Paris XX^e

20 heures. Serge Utgé-Royo chante *L'Espoir têtù*. En première partie: Laurent Berger. 7, rue des Plâtrières. Pour réserver: 01 43 52 20 40. Tarifs: 11 euros pour la carte de Radio libertaire, sinon 16 ou 21 euros.

Du 7 au 21 avril

Saint-Pierre-d'Oléron (17)

Tous les jours, exposition *Espagne 36, les affiches des combattants de la liberté*. Affiches, cartes postales, timbres édités par les organisations antifranquistes de juillet 1936 à février 1939. Tous les soirs à 20h30, projection de *Land and Freedom* de Ken Loach. Cinéma l'Eldorado, 5, rue de la République. Le mardi 9 avril, en soirée, visite guidée de l'expo.

Jeudi 28 mars

Rennes (35)

15h30. Conférence de Philippe Corcuff sur le statut de la critique et de l'engagement dans les sciences sociales. Université de Rennes 2, campus de Villejean, place du Recteur-Henri-Le-Moal, amphi A3 (Bâtiment A). M° Villejean-Université.

Vendredi 29 mars

Paris XI^e

19h30. Les soirées vidéo de la librairie du Monde libertaire: *The Take*, un film de Avi Lewis et Naomi Klein. À la suite de la crise économique argentine de 2001, trente ouvriers au chômage dans la banlieue de Buenos Aires occupent leur usine abandonnée par les patrons et refusent de la quitter. Débat: l'autogestion, une réponse à la crise? Avec Raphael du groupe Quartier pirate de la FA. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Samedi 30 mars

Pont-Audemer (27)

20h30. *Des nuits en bleus* de Jean-Pierre Levaray par le Théâtre de l'éclat dans le cadre du festival Risle en Scène.

Rennes (35)

16h30. Débat entre Philippe Corcuff et Myriam Revault d'Allonnes: quelle place pour la critique sociale dans nos démocraties? Dans le cadre du Forum Libération Rennes 2013. Théâtre national de Bretagne et les Cmaps libres. Entrée gratuite mais inscription obligatoire sur:

www.t-n-b.fr/fr/fiche.php

Paris XVIII^e

15 heures. Rencontre-débat avec Astrid Fontaine autour de son ouvrage *Le Peuple des tunnels (1900-1930)*. L'ethnologue revisite la vie quotidienne des employés de la Compagnie du Nord-Sud, qui exploita le métro au début du XX^e siècle. Des petites histoires dans la grande histoire. À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. M° Blanche ou Abbesses. Entrée libre et gratuite.

Dimanche 31 mars

Lille (59)

14h30. Le groupe de la Fédération anarchiste de Lille organise une rencontre avec l'Amap Court-Circuit de Saint-Denis 93. Au programme des débats: autogestion, maintien d'une agriculture paysanne, circuit de distribution alternatif, agriculture bio, malbouffe. Centre culturel libertaire, 4, rue de Colmar. M° Portes-des-Postes.

Mercredi 3 avril

Toulouse (31)

Jhano expose au Communard, un bar militant. Cette date sera également celle du vernissage, et d'une soutien au groupe Libertad et au *Monde libertaire*.

Jeudi 4 avril

Merlieux (02)

18h30. Rencontre débat avec Thierry Secretan pour son livre *Le Temps de nous aimer, 1914-1918* (La Martinière). Apéro dînatoire. Table de presse. Entrée libre et gratuite. Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles.

Vendredi 5 avril

Paris XVIII^e

19h30. Conférence organisée par le groupe Louise-Michel. Comment devient-on militant syndical? Pourquoi? Les difficultés, les écueils, les satisfactions aussi. Venez en débattre, avec des militants d'aujourd'hui, libertaires ou pas, au local La Rue, 10, rue Robert-Planquette. M° Blanche ou Abbesses. Entrée libre.

MILITANT SYNDICAL

COMMENT LE DEVIENT-ON ?
POURQUOI ? LES DIFFICULTÉS,
LES ÉCUEILS, LES SATISFACTIONS.

Venez en débattre, avec des
militants d'aujourd'hui.

vendredi 5 avril
à 19h30

au local La Rue,
10, rue Robert-Planquette,
Paris XVIII^e. M^o Blanche ou
Abbesses. Entrée libre.

Conférence et débat organisés
par le groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste.

